
DC
314
.B4


EX LIBRIS
ALBERT TISSANDIER


THE LIBRARY OF CONGRESS
1800



PAR BALLON
SIÈGE DE PARIS
FLUCTUAT
CORRESPONDANCE
PRIX 1f 50
GERLIER

# PAR BALLON MONTÉ

Bruxelles. — Imp. de Ad. Mertens.

[Béringier Georges]

# SÉRIE DE CORRESPONDANCES

ADRESSÉES

# JOUR PAR JOUR

## DE PARIS A BRUXELLES

pendant le Siége et insérées

## AU FUR ET A MESURE

DANS UN GRAND JOURNAL DE CETTE VILLE.



BELGIQUE ET FRANCE
CH. SACRÉ-DUQUESNE
Libraire-Éditeur
60, RUE DES FRIPIERS, 60.

ALLEMAGNE, RUSSIE, ETC.
C. MUQUARDT
Libraire
2, RUE ROYALE, 2.

1871.

# DÉDICACE.

A MON AMI ADOLPHE PLOIX.

MON CHER ADOLPHE,

*C'est à toi que j'ai voulu dédier ces quelques lignes qui composent et composeront probablement toujours mon bagage littéraire. Depuis qu'aux beaux jours de l'adolescence, nous nous sommes trouvés assis côte à côte sur les bancs de rhétorique du lycée de Versailles, n'es-tu pas resté mon meilleur ami ?*

*A l'heure où j'écris, j'ignore où tu es, mais de nouveaux malheurs sont venus t'accabler, je le sais. Toi si humain, si affable pour tous, toi le fier défenseur de Paris à Montretout, tu as vu de nouveau ta vie et celle des tiens menacée. Eh bien ! de même que pendant le siége, quand les obus prussiens sont venus me dénicher de ma cave près du Panthéon, j'ai cher-*

*ché chez toi, et non chez un autre, un abri pour ma tête et mon matelas, ainsi j'éprouve aujourd'hui je ne sais quel plaisir amer à placer cet opuscule sous les auspices de tes souffrances imméritées.*

*Puisse-t-il arriver jusqu'à toi dans ta douleur et te consoler un peu par ce chaud élan de mon inaltérable amitié!*

Bruxelles, ce 22 avril 1871.

GEORGES BÉRINGIER.

---

# PRÉFACE.

*J'écris, donc j'existe,*

et n'ai pas le moins du monde été fusillé, insi que de bonnes âmes ont bien voulu le publier.

O l'étrange manie de tuer ainsi les gens avant l'heure fixée! — « Vous connaissiez un tel?... — Parfaitement. Un grand et gros garçon. — C'est cela; eh bien! vous savez la fatale nouvelle ? — Non. Comment ? Vous m'effrayez. Lui serait-il arrivé quelque malheur ? Aurait-il été annexé ? ou bien a-t-il hérité d'un immeuble aux environs du Mont-Valérien ? — Ni l'un, ni l'autre; il a été tout bonnement fusillé ! — Fusillé! Diantre, que m'apprenez-vous là ? Mais êtes-vous sûr que la nouvelle... — Elle n'est malheureusement

que trop exacte; *je la tiens d'un ami intime qui en tenait lui-même les détails d'une source des plus autorisées, paraît-il.* — Fusillé! mais pourquoi? — Il suivait, dit-on, les opérations en qualité de correspondant, quand un beau matin il est pincé par les Prussiens; le pauvre garçon ne savait pas un traitre mot d'allemand; on flaire en lui un espion et, après un court interrogatoire, il est sommairement condamné à être passé par les armes séance tenante.— Bigre! vous me faites froid dans le dos! Et comment est-il mort? — Dame, il faisait assez piteuse mine, comme vous devez penser. L'heure de l'exécution arrivée, le capitaine prussien fait charger les Dreyse, on n'entend qu'une détonation, et.... tout était fini. — Sapristi! Un si bon vivant! Pas de chance! pas de chance! — Que voulez-vous? son heure avait sonné, la nôtre viendra.—Le plus tard possible, n'est-il pas vrai? — C'est bien comme cela que je l'entends. — Allons, sans adieu.»

Oui, mais voilà qu'un beau jour le fusillé,

frais et dispos, tombe sur les bras de nos deux bavards qui reculent comme devant un spectre et s'écrient, non sans une nuance de reproche et de désappointement : « Ah ça ! mais vous n'avez donc pas été fusillé ? »

—

C'est l'âme troublée, l'estomac creux ou chargé de choses désagréables, les pieds et les mains glacées — on ne trouvait de feu nulle part — que j'ai écrit ces correspondances, jour par jour, au fur et à mesure que les événements se précipitaient, sur un coin de table, dans quelque café. Sitôt terminée, je me hâtais de jeter la lettre à la poste, sans avoir le courage d'en prendre copie. Aujourd'hui je le regrette, car sur 75 correspondances envoyées, 50 environ seulement sont parvenues, et encore un certain nombre d'entre ces dernières sont-elles arrivées trempées et maculées au point d'être illisibles. Celles qui ont survécu portant précisément sur la période la plus critique et la plus

émouvante du long siége, ont paru à certaines personnes présenter quelque intérêt et rendre assez fidèlement la physionomie de Paris, ses idées, ses passions.

J'ajouterai que, habitant depuis longtemps un terrain neutre, la sage et laborieuse Belgique, il m'était plus facile qu'à tout autre d'échapper à ce chauvinisme, dont les illusions, partagées et entretenues par la plupart des feuilles parisiennes, ont précipité la France et Paris de catastrophes en catastrophes. Il m'a donc été donné d'écrire avec cette indépendance d'esprit que tout lecteur doit souhaiter chez un correspondant, et qui m'a permis, d'un milieu constamment remué, troublé et abusé, de faire partir des appréciations auxquelles les événements n'ont donné, hélas! que trop raison. Cette impartialité que je n'ai cessé d'avoir en vue pendant ces trois mois cruels, je l'invoque aujourd'hui comme mon seul titre l'indulgence du lecteur.

—

Après Sedan, malgré les fausses nouvelles et les espérances mensongères dont on berçait d'heure en heure les Parisiens, la partie me semblait irrévocablement perdue. Une nation, très inférieure dès le début à son adversaire sous tous les rapports : nombre des soldats, discipline, état-major, artillerie, intendance, a-t-elle quelque chance de continuer la lutte après qu'elle a perdu la plus grande et la meilleure partie de ses troupes, ses officiers et les places fortes qui la protégeaient ? Evidemment non ! Et ainsi posée, la question semblait résolue. Eh bien ! c'est l'idée contraire qui prévalait dans les masses parisiennes.

J'ajoutais qu'une nation plus grave et plus profonde se fût mise à plat ventre devant le vainqueur, en se jurant à l'heure même une revanche. Ainsi fit la Prusse après Iéna. Pour avoir cédé à temps et fait ramper son énergie devant le vainqueur, elle a pu arriver en forces à Leipzig et à Waterloo.

Bien des gens me répondaient que l'on ne

pouvait attendre de Paris et de la France, tels que la guerre les avait surpris, un si grand effort de résignation, de patience et de dissimulation; qu'après la paix coûte que coûte, la masse, heureuse de ce compromis avec sa conscience, se ruerait de nouveau vers les jouissances et la servitude; pour éviter cet avenir de turpitude il valait mieux se battre à tout prix; d'ailleurs la guerre à outrance devait toujours servir à réveiller l'esprit militaire en France et à préparer des soldats pour plus tard. Un tel argument n'était pas sans valeur; mais même à ce point de vue, pouvait-on compter sur un résultat équivalent aux ruines et aux énormes sacrifices de sang dont le pays était menacé?

A côté de ceux qu'un immense amour-propre surtout a abusés jusqu'au bout sur l'issue de la lutte, à côté aussi des hommes qui ne voyaient dans la continuation de la guerre qu'une affaire de parti, ou qui l'évaluaient comme une opération dont ils sou-

pesaient les avantages et les inconvénients, il y a eu à Paris une phalange de cœurs généreux, plus nombreux qu'on n'a pu le croire, et à qui je suis heureux de rendre ici mon plus vif hommage. Ceux-là y voyaient clair; ils ne se dissimulaient pas leur infériorité, mais leur âme fière, à la honte de rester sur Sedan, préférait la ruine et la mort d'eux-mêmes et des leurs. Immense suicide blâmable dans ses conséquences, contre lequel les gens pratiques s'élèveront, mais qui, dans la sphère des sentiments, était bien digne de la grande nation.

C'est de Paris qu'était parti le cri de guerre. Metz, Strasbourg, Toul avaient souffert : Paris devait souffrir; et si l'événement devait effacer des armes de la grande ville le *fluctuat nec mergitur,* elle sombrerait du moins au milieu d'un orage grandiose, avec les tonnerres et les éclairs d'obus, le cœur haut, sans défaillances, et portant sur les lèvres le sourire hautain de celui qu'on peut tuer, non humilier.

Je dois rendre aussi hommage en terminant au courage physique et moral déployé, dans des limites presque surnaturelles, pendant près de cinq longs mois, par une population de plus de 2,000,000 d'âmes. A la fin de janvier, on peut dire sans exagération que Paris avait mérité l'éloge anticipé de M. Gambetta : *La résistance de Paris fait l'admiration du monde entier*. La Babylone moderne, la belle courtisane, ainsi que l'appelaient certains étrangers oubliant que tous les premiers ils étaient venus entretenir son luxe et acheter ses faveurs, la belle courtisane s'était d'abord dépouillée de sa magnifique chevelure : une belle image trouvée par un poète, quand on a coupé et incendié les délicieux feuillages qui sont une des parures de la ville. Puis les bals, les théâtres et les concerts s'étaient fermés ; le gaz s'était éteint; les voitures roulaient rares et silencieuses sur ces boulevards, les premiers du monde, naguère si riants, si brillants, si bruyants ; on marchait vite, le cœur brisé, le corps endolori. La

faim était venue, avec la faim le froid ; à la porte des cantines et dans les caves, les femmes toussaient pendant que pleuvaient les obus, et comme le lait manquait aux enfants et la viande aux vieillards, des convois funèbres se dirigeaient de plus en plus nombreux vers Montparnasse et le Père-Lachaise ; enfin des milliers de poitrines d'hommes étaient venues se heurter contre le cercle de fer et de feu allemand et s'y étaient brisées mais non sans vengeance.

Allons ! Paris pouvait bien se rendre ; et pour une courtisane, ce n'était pas déjà si mal, n'est-il pas vrai ?

Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre !

---

# AVANT-PROPOS.

Mes premières correspondances ne sont pas arrivées, soient que les ballons qui les emportaient se soient égarés ou aient été capturés, soit qu'au début, en les supposant même arrivés à bon port, le service des postes fût imparfaitement organisé.

Elles contenaient des détails sur l'approvisionnement dont on supposait la capitale pourvue, mais dont personne, y compris, a-t-on dit, le gouvernement de la défense nationale, ne se rendait un compte bien exact, et sur les forces que Paris pouvait opposer à l'armée d'investissement.

Déjà, avant Sedan, le comte de Palikao et après lui le général Trochu s'étaient hâtés de mettre le mieux possible en état de défense les forts et l'enceinte fortifiée ; on avait fait venir des ports de mer des pièces de marine à longue portée et tous les canons qui

avaient pu être transportés; on les répartissait au mieux, au fur et à mesure, dans les forts, à Charenton et au Point du Jour pour défendre l'entrée et la sortie de la Seine, et sur les fortifications.

Il faut songer que les trains devaient amener à la fois, et à bref délai, approvisionnements, artillerie, munitions et soldats. Ces derniers furent appelés en très grand nombre, en trop grand nombre peut-être, ou plutôt un trop grand nombre d'hommes fut appelé. C'était bien de faire venir la gendarmerie départementale dans un rayon assez étendu autour de la capitale, ainsi que les douaniers et les forestiers, tous anciens soldats qui pouvaient rendre d'utiles services, notamment dans une ville assiégée. Quant aux marins, on sait quels services de toutes sortes ils ont rendus, soit comme pointeurs dans les forts, soit comme troupes d'opération dans les sorties, soit pour le départ et l'appareillage des ballons, soit dans les observatoires pour la transmission des signaux; leur intelligence, leur valeur et leur discipline ne se sont jamais démenties.

Mais on avait fait venir en outre, en quantités assez considérables, des pompiers ruraux dont la tenue prêta à rire aux Parisiens, — on les appelait tous indistinctement *Pompiers de Nanterre*. On dut se décider à les renvoyer, d'abord parce qu'ils étaient indispensables dans leur commune, en outre parce que

les armes qu'il eût fallu leur donner, on les réservait pour l'armement et l'instruction hâtifs des mobiles de Paris et de la province.

Soixante mille environ de ces derniers entrèrent dans la capitale, et on peut se faire une idée du temps et du travail nécessaires pour grouper définitivement et équiper ces recrues, arrivées en blouse, leur faire choisir ou leur désigner leurs officiers et leurs sous-officiers, leur donner un aspect militaire, enfin, en général parfaire leur organisation dans les limites du possible.

Quand on pense qu'en même temps il fallait aussi organiser et compléter le corps que le général Vinoy avait ramené de Mézières, qu'à cet instant déjà la population de Paris réclamait aussi son organisation et des armes, enfin qu'à la même heure il fallait décider des travaux à exécuter sur les différents points de la défense, des places où l'artillerie devait être préférablement portée, confier à des officiers la défense des forts et des secteurs des remparts, transformer les fusils, fabriquer des canons et des mitrailleuses, tout cela au moment où l'ennemi faisait incessamment des tentatives de surprise; quand on aura ainsi rassemblé le faisceau de ces inextricables difficultés, on pourra se rendre un compte exact du fardeau assumé par le gouvernement de la défense et notamment par le général Trochu. Et notez que je n'ai pas parlé des

questions intérieures proprement dites : les menaces et les troubles de certains faubourgs, les excitations d'une partie de la presse et des orateurs dans les clubs; les bévues de certains maires ou fonctionnaires qu'il fallait se hâter de remplacer.

Le premier soin du général Trochu fut de rendre, par une série de travaux très admirés des Allemands eux-mêmes, les forts et l'enceinte imprenables, ou du moins d'une solidité telle que des tentatives d'assaut ne pussent être effectuées qu'au prix d'énormes sacrifices.

Ensuite, l'exemple de Metz étant là, on se demanda si, pour échapper à un investissement définitif et se préparer une porte de sortie, l'on ne devait pas essayer de briser, avec les troupes telles qu'on les avait sous la main, la ligne tracée par les Allemands, avant que cette ligne ne fût devenue une forteresse inattaquable.

C'est sans doute sous l'influence de cette pensée qu'on tenta la reprise de la redoute de Châtillon (sud), redoute dont les travaux avaient été menés très mollement, a-t-on dit, et dont, dès son arrivée, par un vigoureux effort, l'ennemi nous avait arraché la possession. On connaît la fâcheuse issue de cette première tentative de nos troupes sous Paris. Découragés par les ravages que faisait dans leurs rangs la formidable artillerie prussienne, nos soldats furent ramenés dans

le plus grand désordre et ce fut un douloureux spectacle que de voir les équipages du train, rapportant les sacs des tués et des blessés et suivis de chevaux boîteux, traverser le boulevard Saint-Michel au milieu d'une foule morne et silencieuse.

Dès lors on comprit qu'il était aussi inutile que dangereux de lancer contre les colonnes victorieuses et déjà solidement établies de l'ennemi, nos soldats neufs et démoralisés, et qu'on risquait ainsi d'abattre par de nouvelles défaites le peu de confiance qui leur restait après tant de désastres. Il fallait bien, hélas! puisqu'on ne pouvait faire autrement, laisser les Allemands se fortifier dans leurs ouvrages.

Il était naturel, ce point établi, de faire surtout consister les chances de succès dans les efforts de la province, combinés avec la résistance de Paris. Le départ par ballon de MM. Gambetta et Kératry devait apporter à M. Crémieux, en province, l'appoint de la jeunesse, de l'énergie, du feu qui lui manquaient pour faire un appel efficace au patriotisme des départements non envahis.

En attendant, on se hâta à Paris de préparer des forces et des munitions pour faire face à toutes les éventualités, non-seulement pour la défensive, mais même pour l'offensive, si la présence d'une armée de secours dans le voisinage venait donner des chances de succès à un effort considérable tenté par l'armée de Paris. C'est sous ces impressions qu'un peu plus tard

on décida d'extraire de la masse des gardes nationaux, en théorie 100,000 hommes, en fait 60,000 choisis parmi les célibataires et parmi les plus jeunes et les plus robustes. Ces nouveaux bataillons prirent le nom de bataillons de marche, ou bataillons de guerre, ou *garde nationale mobilisée*, tandis que les hommes plus âgés, astreints seulement au service du rempart, furent appelés gardes nationaux *sédentaires*. Les bataillons de marche devaient partager avec la mobile le service des forts et des avant-postes, la suppléer au besoin, pousser des reconnaissances; enfin, dans l'hypothèse du dégagement de l'armée de Paris, prêter un certain nombre de bataillons à l'offensive contre les envahisseurs.

Grâce à ces quelques lignes d'explication, il sera facile au lecteur de se remémorer la situation respective des belligérants sous les murs de Paris, au moment où s'ouvre la série de mes correspondances parvenues à destination, c'est-à-dire à la date du 21 novembre. Ajoutons toutefois, en ce qui concerne les Allemands, que les deux mois d'octobre et novembre avaient été employés par eux à se fortifier autour de Paris, par une série d'ouvrages où ils se trouvaient presque aussi solidement que nos soldats dans leurs forts; que leur nombre, vers la fin de novembre, était évalué à environ 250,000 hommes, la première armée d'investissement ayant reçu des renforts successifs soit de

Metz, soit directement de l'Allemagne; enfin que presque tous les contingents allemands, du Sud comme du Nord, ont été représentés sous les murs de Paris : Poméraniens, Silésiens, troupes de Posen, Bavarois, Saxons, Wurtembourgeois, etc., etc. D'ailleurs, pendant la durée du siége, un mouvement presque continu de troupes allemandes a eu lieu autour de la place; soit que l'état-major, pour un motif ou un autre, fît simplement changer de place entre elles celles qui y étaient installées, soit qu'une partie fût dirigée au Sud, à l'Ouest ou au Nord pour renforcer les points menacés autour de l'armée d'investissement, et remplacée aussitôt par de nouveaux contingents allemands, témoin l'affaire de Champigny, où les colonnes de sortie du général Ducrot se trouvèrent aux prises avec des Saxons qui n'avaient pas plus de trois semaines de séjour en France.

Je dois laisser maintenant la parole à mes correspandances.

# CORRESPONDANCES.

.......... . . ..........

(*Par ballon monté.*)

Paris, 21 novembre.

Je n'ai rien d'important à vous raconter. On s'attend à une grande sortie ; on commente le plan inconnu du général Trochu; après le plan Mac-Mahon, nous avons eu le plan Bazaine, puis le plan de Trochu, pour lequel on est sympathique, mais parfois sceptique et irrévérencieux.

*Le Figaro* a fait passer un quatrain à l'adresse du général, qui commence ainsi :

Puisque tu ne veux rien faire,
Fais cesser ces bruits de tambour;
Plan plan, *rends ton plan!...*
Ran tan plan.

« L'esprit » ne perd jamais ses droits, n'est-ce pas?

Il y a aussi le mot sur la province que l'on annonce tous les jours « se levant ».

Prud'homme, réveillé par le chant du coq, consulte sa montre :

« Cinq heures du matin ! la province se lève ! »

Et ce mot-ci : — Un lecteur : « *Les nôtres furent accueillis par une fusillade bien nourrie.* » — « Bien nourrie ! a-t-elle de la chance, celle-là ! »

Hier, j'ai assisté à une petite scène drôlatique entre un gamin qui, sous les arcades Rivoli, voulait vendre un lapin 24 francs, et un garde national qui voulait ne le payer que 6 francs : l'avantage est resté à la force armée.

Il y a bien des types dans cette garde nationale parisienne. Malgré l'uniformité de service et d'habillement, la différence des caractères et des classes s'y retrouve toujours. G..., par exemple, est le garde national modèle, ami de la patrie et de ses aises, avec tricot, mitaine, ceinture hygiénique, plastron, caleçon de flanelle, ouate anti-rhumatismale, petit bonnet contre les vents coulis ; il a un très bon fusil à tabatière. On va diriger sur les forts et les

avant-postes les 100,000 hommes choisis dans la garde nationale pour faire le service des mobiles, remplacer ces derniers et les laisser à la disposition de Trochu.

Vous voyez qu'on ne se prépare nullement à signer la paix : tout au contraire. En attendant, *nous cuisons dans notre jus* (mot qu'on prête à Bismarck). Nous allons entrer dans la période des salaisons, des conserves alimentaires et des pâtes. Jusqu'à présent, la moyenne d'une dépense modeste pour la nourriture quotidienne est de 8 fr., mais le moment approche où la moindre bribe de viande et le plus petit haricot auront une valeur insensée. Cette question de la nourriture est devenue la grande préoccupation de la population et même des troupes, lesquelles sont peu nourries. Tous les matins, en se levant, chaque estomac se pose ce problème : Qu'est-ce que je vais manger aujourd'hui ?

* *
*

(*Par ballon monté.*)

Paris, 23 novembre.

Il n'y a rien de bien nouveau. Le bruit a couru aujourd'hui que Verdun et Neufbrisach avaient capitulé ; mais on n'y croit pas. On dit aussi qu'Orléans a été repris par les Prussiens ; on ne le croit pas non plus. En général, on n'ajoute foi aux mauvaises nouvelles que lorsqu'on y est tout à fait forcé par l'évidence.

On a mis en réquisition les pommes de terre et le vin qui se trouve dans les caves de Bercy. On a distribué des équipements aux 100,000 gardes nationaux mobilisés ; on les fait marcher au fur et à mesure qu'ils sont équipés ; les bataillons équipés sont successivement passés en revue par le général Clément Thomas, commandant en chef de la garde nationale. Dix batteries de la garde mobile avec deux mille artilleurs viennent également d'être passées en revue.

On attend tous les jours un effort destiné à percer les lignes d'investissement. Chaque nuit le canon gronde vers le Sud, à Issy, Vanves, Montrouge, où bien du côté du Mont-Valérien.

*Les Débats* demandent tous les matins la convocation d'une Assemblée nationale ; *le Soir* parle dans le même sens, ainsi que *le Constitutionnel* et *le Figaro*. *Le Gaulois*, *l'Opinion nationale*, *le Siècle* et *la Liberté* se prononcent toujours pour la lutte à outrance. *Le Français* dit que les pourparlers continuent à Versailles pour la conclusion d'un armistice.

J'ai assisté hier à un *club* dans la salle Valentino. Un orateur monte à la tribune, disant qu'il va parler du siége de Montévidéo, siége héroïque qui a duré sept ans : « La première année on a mangé les vivres » et les animaux ; la seconde année on a vendu l'ar» genterie et les bijoux : l'argent était introuvable ; » la troisième année on a vendu les églises et les pa» lais... » Cris dans l'auditoire, auquel cette perspective de trois années de siége déplaît. « S'il n'y avait

plus d'argent, » s'écrie un interrupteur, « on n'a pas pu vendre les églises ; elle est trop forte ! » Un capitaine de la garde nationale se démène près de l'orateur. « Au diable Montévidéo, dit-il, quand les Prussiens sont à 600 mètres des murs, quand la garde nationale se fait tuer ! » Interruption bruyante. « La garde nationale ne se fait pas tuer ; où donc t'es-tu » fait tuer, capitaine? « Tumulte, on hue le capitaine. Et ainsi de suite jusqu'à la fin de la séance.

Voici le menu d'un déjeuner que j'ai fait hier dans un restaurant près du Gymnase :

| | | |
|---|---|---|
| Pain . . . . . . . . . | fr. | 0 25 |
| Entre-côte aux choux braisée | | 2 25 |
| Salade . . . . . . . . . . | | 1 00 |
| 1/2 bouteille de vin . . . . . | | 0 75 |
| Total . . . . | | 4 25 |

Il y a eu une sortie hier. Mardi on a rapporté des blessés. J'attends toujours des nouvelles de ma mairie, où je me suis fait porter sur les cadres de la garde nationale. Il paraît que jusqu'à présent la patrie n'a pas besoin de mon sang. On commence à comprendre ici que, placé entre la ténacité prussienne et l'entêtement breton de Trochu, Paris sera pris comme dans un étau. On estime que nous pouvons tenir deux mois encore. Il y a du cheval, des salaisons de viande, des conserves de poissons, du pain, de la farine, du vin et des liqueurs ; nous avons surtout beaucoup de chocolat et de café...

*(Par ballon monté.)*

Paris, 28 novembre.

Je continue à vous donner des échantillons de notre esprit parisien de l'heure présente.

Voici une ode de Banville aux rats :

Dans un coin reculé du parc,
Les rats, assis sur leur derrière,
Regardent monsieur de Bismarck
Sous les ombrages de Ferrières.

Les yeux enflammés de courroux,
Et lui tirant leurs langues roses,
Les petits rats blancs, noirs et roux,
Lui murmurent en chœur ces choses :

Cuirassier blanc, qui te poussait
A vouloir cette guerre étrange?
Ah! meurtrisseur de rois, c'est
A cause de toi qu'on nous mange!

Mais ce crime tu le paieras,
Et puisque c'est toi qui nous tues,
Nous irons, nous, les petits rats,
En Prusse, de nos dents pointues

Manger les charpentes des tours,
Et les portes des citadelles,
Plus affamés que les vautours
Qui font dans l'air un grand bruit d'ailes.

Tu nous entendras dans le mur
De ton grenier, où l'ombre est noire,
Tout l'hiver manger ton blé mûr,
Avant de grignoter l'armoire.

Puis nous rongerons l'écriteau
Qui sacre un nouveau Charlemagne,
Et même le rouge manteau
De ton empereur d'Allemagne, etc.

On me rapporte — un témoin auriculaire — un mot qui aurait été dit par le commandant des mobiles, Baroche, tué au Bourget. Vous savez, ou vous ne savez peut-être pas que les *francs tireurs de la presse*, ayant occupé le Bourget, furent délogés le surlendemain par les Prussiens. La *ligne* avait quitté ses positions, mettant à découvert les mobiles de Baroche; un groupe d'officiers s'approche, lui disant: « Nos hommes se débandent, nous partons, nous vous supplions de venir. » Baroche soulève sa casquette et leur dit : « Messieurs, je vous remercie de m'avoir accompagné jusqu'ici. » Il reste avec quatre ou six hommes et est mitraillé.

On s'attend pour ce soir à une forte affaire d'artillerie. Hier, dimanche, j'ai vu passer le long des quais vers la Bastille un régiment de ligne qui faisait assez bon effet ; à midi, sur le boulevard, un autre régiment, allant dans le même sens, faisait très mauvais effet, avec une queue de traînards et de *soulards*. Hier, à la porte Maillot, j'ai vu rapporter deux mobiles blessés ou morts sur une civière ; on se battait de ce côté. Le fort d'Issy grondait, on entendait une vive fusillade. Les journaux de ce matin accusent le gouvernement de la défense nationale d'avoir gardé des journaux anglais qui avaient pénétré à Paris. Je vous ai dit qu'à partir d'hier toutes les portes étaient fermées. Je

vais ce soir avec D. aux *Folies-Bergères*, où il y a un club presque aussi ridicule que celui de Valentino.

J'ai vu passer aujourd'hui des compagnies de marche de la garde nationale mobilisée — bonne tenue — avec clairons et vivandières en tête. Capote bleue et guêtres comme la ligne ; les képis et la bande rouge du pantalon les rendent reconnaissables.

J'ai eu la curiosité de déjeuner hier à une *cantine nationale :* bouillon, 20 centimes ; choux, 20 centimes ; haricots, 20 centimes ; vin, 30 centimes ; c'était bon. Grand stationnement de badauds devant Julien, rue de la Bourse, où l'on voit figurer une poularde de 55 francs. Boulevards encombrés de marchands et de chanteurs en plein vent. Une romance, sur un air trivial, qui chansonne *Badinguet* (sic), a un grand succès dans la populace.

J'ai pris ce matin l'omnibus du Collége de France à la Chapelle, et j'ai été déjeuner chez un restaurateur de l'endroit (avec du saucisson et des haricots) en société d'un sous-chef à la Compagnie du Nord. Après quoi il m'a montré les ateliers où se fabriquent les affûts de canons. Les canons sont apportés fondus. On les dégrossit dans les ateliers de la Société. On les fore avec une lame en acier mise en mouvement par la vapeur. Ces ateliers sont immenses. Ils ont livré 100 canons avec affûts, tout montés ! J'ai visité une ambulance volante organisée par les soins de la Compagnie. Tous les employés ayant été organisés en bataillons, une voiture ira chercher les blessés et les transportera à l'ambulance volante, d'où ils

seront dirigés sur un hôpital ou une ambulance fixe. Le nombre des décès augmente ici. Du train dont cela va, on s'attend à tout; on ne voit pas le terme de ces misères. Si l'armée de Paris peut sortir, la guerre continuera en province, même Paris se rendant; si l'armée est repoussée, Paris tiendra jusqu'au dernier jour. Ce sera peut-être la paix; mais il faudra convoquer l'Assemblée nationale, faire ratifier les conditions. Les Prussiens attendront un commencement d'exécution. Jusqu'où cela ira-t-il? Et peut-être avec cela la guerre des rues. Les gens du peuple, qui n'y voient naturellement goutte, s'écrient : « On ne nous laisse pas sortir! Nous battrions les Prussiens! » incapables qu'ils sont de comprendre ce mode de guerre qui coupe les artères d'un pays et consiste à s'installer comme des cancers sur les parties vitales d'un peuple, détruisant les chemins de fer et les télégraphes, avec force artillerie pour se maintenir dans ces positions maîtresses. A quoi bon les baïonnettes des Parisiens!

Je viens d'assister à une bataille de deux mégères, rue Montmartre, près d'un charcutier, à propos d'un saucisson!

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 30 novembre.

Depuis dimanche soir, la canonnade a commencé

sur presque toute la ligne des forts. Pendant ces trois nuits on entendait le bruit des grosses pièces, mêlé aux détonations sèches des mitrailleuses et des fusils à tir rapide. On tirait surtout du côté du Sud : forts Montrouge, Charenton, Vanves, Issy, redoutes du Moulin-Saquet, et en outre la grosse voix du Mont-Valérien. Hier matin, mardi, trois proclamations, à côté les unes des autres, attiraient sur tous les murs les regards des Parisiens. La première, signée Trochu, annonçait que Paris allait essayer de lutter pour repousser la doctrine de la Force, imposée par la Prusse à la France par suite des erreurs du gouvernement impérial. La deuxième, signée Ducrot, disait que 400 pièces de canon et 150,000 hommes allaient faire une trouée pour rejoindre les frères de la province. Ducrot ajoutait qu'il avait fait le sacrifice de sa vie ; on le verrait mourir, non reculer ; s'il mourait, ses soldats devaient passer sans s'arrêter et le venger. La troisième, signée de tous les membres du gouvernement de la défense, annonçait à Paris qu'un effort suprême allait être tenté ; du trouble à l'intérieur serait une honteuse trahison. Au moment où je venais de lire ces lignes, défilait rue de Rivoli un escadron de gendarmes, hommes solides, bien montés. Derrière eux un escadron de chasseurs, petits hommes, assez bonne tenue, et enfin une compagnie du train avec des chevaux d'une maigreur saisissante. Hommes et chevaux, tout cela était décharné. Un canon de 7 rayé venait ensuite avec son équipage. Tout ce monde avait l'air fort résolu.

A 3 heures, j'arrive route d'Italie : encombrement de peuple et de blessés ; des nouvelles contradictoires circulent.

Voici les impressions que je puis recueillir :

L'attaque a commencé à une heure du matin sur deux points principaux : Sud, par Choisy, l'Hay et la Gare-aux-Bœufs. Ces deux dernières positions ont été enlevées et occupées par des marins, de la mobile et deux bataillons de la garde nationale mobilisée. *La Liberté* du soir dit qu'au dernier moment une circonstance d'importance majeure, qui n'a pu être prévue par personne, a arrêté le mouvement en avant. Quoi qu'il en soit, les positions prises ont été évacuées. Ce serait donc une défaite. D'autre part, les Prussiens, dans leur poursuite, se seraient aventurés dans la ligne de nos forts ; à ce moment, attendu, une avalanche de mitraille partie des canons des forts et des redoutes des Hautes-Bruyères, leur aurait fait éprouver des pertes cruelles. Enfin Trochu, dans un avis à la presse, dit que les opérations de son *plan* sont complexes et que son mouvement a réussi.

Dans l'île de Gennevilliers, au moment de l'attaque du Sud, des fusées incendiaires, des grêles de mitraille ont plu sur toutes les positions prussiennes ; des chasseurs de la ligne, des mobiles se sont emparés de l'île Marante, sous Argenteuil, que l'on a occupée fortement. Est-ce là un développement du plan Trochu ?

Ce matin, un avis de Trochu interdit aux journaux TOUT commentaire des opérations.

Cette nuit, une effroyable canonnade n'a cessé de résonner. Ce matin, le rapport militaire, signé Schmitz, chef d'état-major, rend compte du mouvement d'attaque vers le Sud, de l'occupation de l'île Marante et d'une autre île du côté d'Argenteuil, dont le nom m'échappe.

Après la question militaire, la question alimentaire, très-importante aussi. Les restaurants commencent à fermer. Hier au soir, je me suis rendu dans un restaurant du faubourg Saint-Denis où s'apercevait, dans les temps prospères, une si belle collection de dindons, oies rôties, poulets se dorant au feu. Hier, quelques rares choux de Bruxelles, quelques minces patates rissolaient dans la graisse. J'entre, on m'offre du *bœuf mode!!!* J'hésite, défiant. Toutefois je cède, et alors commence une lutte entre ma mâchoire et quelque chose sans nom que je ne puis comparer qu'à une balle élastique. Le garçon s'aperçoit de ma détresse; il vient à mon secours avec... un civet d'âne! C'était dur mais *mâchable.*

Paris est tranquille. Hier soir de grands rassemblements ont eu lieu sur le boulevard. A onze heures et demie tout était fini. Ce soir, le gaz s'arrête partout.

Voulez-vous un spécimen de l'esprit qui court les rues? *Le Charivari* contient la caricature suivante: Personnages: un monsieur grêlé; 2 *cocottes;* 1re cocotte: « C'est étonnant comme depuis le siége les hommes grêlés me plaisent : ça me rappelle le fromage de Gruyère! » Un dessin-pastel, signé *Adrien*

*Marie*, attire les regards boulevard Poissonnière. On voit la *Mort* entre Guillaume et Bismarck, lancés tous les trois sur trois chevaux, dont un squelette pour la Mort ; tout autour sang, ruine, désolation.....

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, jeudi 1er décembre, 4 heures.

Hier, grands et nombreux rassemblements sur les boulevards. — Les bruits les plus exagérés circulaient dans la foule. — On parlait de Versailles repris, de régiments saxons qui s'étaient rendus et qui avaient été dirigés sur Vincennes. Vers six heures, il a bien fallu en rabattre. Les journaux du soir et les notes affichées aux mairies ont annoncé que plusieurs divisions du général Ducrot avaient passé la Marne. A Saint-Denis (Nord-Est), les troupes placées sous le commandement en chef de l'amiral La Roncière Le Noury ont occupé Drancy. Je vous ai dit que du côté de la presqu'île de Gennevilliers on avait occupé l'île de Marante; je dois ajouter, moi qui ai habité ce pays, que le bras de la presqu'île à Gennevilliers est de beaucoup plus étroit. Ce bras entre l'île Marante et l'autre rive (Bezons et Argenteuil) sera plus dur à passer. Quelques-uns de nos tacticiens prêtent à notre état-major l'intention d'occuper la rive droite de la Seine, en menaçant Houilles, dans la deuxième pres-

qu'île, en négligeant Saint-Germain, et en courant dans la direction de Triel, Chanteloup, etc., etc., vers Meulan et Mantes, pour donner la main à Estancelin. On aurait à dos les forces prussiennes à Pontoise, mais ces forces seraient elles-mêmes menacées par l'armée de Saint-Denis, comptant, paraît-il, 50,000 hommes. Ceci pour mémoire. Une note officielle dit que nous avons occupé au Sud, sur la Marne, la position de Montmesly, mais que nous n'avons pu nous y maintenir. On occupe Champigny, on y a couché, les Prussiens y ont laissé des blessés et des prisonniers; ils ont demandé un armistice qui a été refusé. La note donne de grands éloges à Ducrot.

Le plan interrompu avant-hier par la non-réussite des ponts jetés sur la Marne, consistait sans doute à faire tourner la position de Choisy, occupée par les Prussiens, par les divisions de Ducrot, en prenant pour objectif Villeneuve-Saint-Georges, pendant que les Bretons, des marins et la ligne attaqueraient de front la position qui soutenait Choisy, c'est-à-dire Thiais, Chevilly et l'Hay. Cette dernière position prussienne a été fatale aux mobiles du Morbihan, qui ont beaucoup souffert; le clairon a dû sonner la retraite.

A l'heure qu'il est, rien de nouveau ne circule; le canon a encore tonné toute la nuit; le bruit court que Guillaume et Bismarck sont à Meaux.

Les journaux reproduisent la circulaire du prince Gorstchakoff relative au traité de 1856, en la faisant suivre de l'article du *Times*. Un certain nombre de nos feuilles en prennent note pour prédire le châti-

ment infligé à l'Angleterre pour son indifférence à l'égard de la France.

Je vois pour la première fois paraître la relation de M. Thiers aux puissances neutres, sur son entrevue avec M. de Bismarck. Vous devez posséder ce document depuis longtemps.

A l'heure qu'il est, nous craignons pour l'armée de la Loire, qui aurait pu ou pourra être menacée :

1° Par Frédéric-Charles, à qui on a prêté l'intention de passer la Loire du côté de Nevers pour prendre à dos l'armée d'Aurelles;

2° De front par les forces de Tann;

3° A sa gauche par des forces empruntées par Frédéric-Charles à l'armée assiégeante de Paris et venant se jeter entre Aurelles et Kératry. Dans cette hypothèse le cordon des Prussiens, affaiblis autour de Paris, aurait pour mission de tenir le plus longtemps possible, dans l'attente d'une action grave sur la Loire. Ou bien de Moltke attend-il avec une forte réserve, empruntée aux troupes d'investissement, les divisions françaises à leur sortie de Paris?

Une caricature de Cham au *Charivari* : — Un bourgeois ouvre forcément une bouche énorme livrant passage à un chat qui s'y est précipité tête baissée. Au-dessous la légende : *Le danger de manger des souris.* — A propos de chat, je me suis risqué aussi à absorber une gibelotte de lapin (1 fr. 75) — avec deux ou trois pommes de terre; mais une chair molle et fade m'a rappelé que Paris assiégé est devenu omnivore.

(*Par ballon monté.*)

Paris, samedi 3 décembre, 2 h. 1/2.

*Le Journal officiel* contient une dépêche de Gambetta datée du 30 novembre, annonçant que « l'armée de la Loire *n'a rien à craindre à droite et à gauche ; depuis trois jours offensive heureuse à droite. Occupons Montargis.* » 20 novembre, Bourbaki à Trochu : « *Pas de Prussiens entre Amiens, Beauvais, Chantilly et Gisors.* » — D'autre part, une dépêche postérieure au 20 novembre annonce que Bourbaki a été enlevé au commandement des 40,000 Français du Nord, pour être placé à la tête de la 18ᵉ division à Nevers et chargé d'assurer le Sud-Est de l'armée de la Loire.

Vous savez que le 30 novembre Ducrot avait passé la Marne, sous Nogent et Villiers, tandis que des marins et des gardes nationaux mobilisés attaquaient Choisy, la Gare-aux-Bœufs, l'Hay et Thiais : 1ʳᵉ *diversion*, — destinée sans doute à empêcher les Prussiens de se porter en masse sur Ducrot.

Un capitaine de frégate, Desprez, commandant les marins mobilisés à l'attaque de la Gare-aux-Bœufs, a été enterré hier avec de grands honneurs.

2ᵉ *diversion.* — L'armée du Nord, Saint-Denis, commandant La Roncière Le Nourry, s'avançait jusqu'à Grosley et occupait Epinay, pour retenir là les corps prussiens au nord de Paris.

3e *diversion.* — Du côté d'Argenteuil et Bezons on occupait l'île Marante.

4e *diversion.* — Du plateau d'Avron, des masses d'artillerie menaçaient les corps prussiens, partant du Nord au Sud dans la direction de la Marne, et couvraient la gauche de Ducrot.

5e *diversion.* — La brigade Subielle s'élançait sur Montmesly, pris et repris quatre fois, pour couvrir la droite de Ducrot. En somme, à l'aide de tous ces engagements sanglants, on a empêché toutes les masses prussiennes de se porter sur Ducrot, et facilité par là le passage de la Marne.

Le 1er décembre, on s'est reposé, nourri ; on a enlevé les blessés, enterré les morts. Le 2, vendredi, Ducrot fut assailli par l'ennemi dès le point du jour : on voulait lui reprendre le plateau entre Champigny et Villiers ; protégé par une canonnade furieuse des forts du Sud, des redoutes et des batteries installées dans la nuit, il rejeta les Prussiens sur les bois. A 5 heures du soir, le général Trochu dit qu'on a passé trois heures à repousser l'ennemi et quatre heures à prendre ses positions ; on y couche ; mais il ne cite pas les endroits. A l'heure où je vous écris, pas de nouvelles, on n'entend pas le canon.

Des bruits annoncent que Ducrot s'avance entre la Marne et la Seine. Mais où passera-t-il la Seine pour donner la main à l'armée d'Orléans, signalée le 30 novembre à Montargis ? Il n'ose peut-être pas la passer à Villeneuve-St-Georges ni à Corbeil. Peut-être n'essayera-t-il pas de franchir cette rive droite de la

Seine, à moins que la droite de l'armée d'Orléans ne fasse diversion sur la rive gauche. D'autre part, une correspondance datée du 12 novembre à Versailles, et reproduite par *le Figaro*, dit que trois armées prussiennes marchent sur Paladines.

Actuellement, on se creuse la tête ici pour deviner le plan Trochu. Des bruits circulent annonçant que l'armée du nord de Paris (Saint-Denis) a occupé les hauteurs de Montmorency, après une lutte acharnée. Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? On annonce aussi que Ricciotti Garibaldi a détruit 800 Prussiens à Châtillon-sur-Seine. Vous devez avoir la clef de tous ces bruits, qui nous arrivent par échappées et toujours tardivement.

G., que j'ai vu hier, est propriétaire d'un magnifique lit de camp qui le met à l'abri de l'humidité et d'autres inconvénients, car différentes compagnies de gardes se succédant au bastion, les arrivants y trouvent parfois des choses peu saines et peu agréables oubliées par les partants. Je suis allé avec D. aux Folies-Bergères ; tandis que l'orateur du cru nous faisait un petit cours d'histoire *ad usum plebis*, on entendait les dialogues les plus étranges et les moins édifiants circuler dans la salle, remplie de « cocodès » et d'un personnel féminin peu recommandable. Ce mélange de *flirtation* et de tirades patriotiques était écœurant. L'orateur a terminé en disant : « La république a frappé le sol français et en a fait jaillir des armées; elle frappera l'ennemi de son glaive, elle sortira fulgurante de la lutte, et se dressera finale-

ment, haute, superbe, invincible, environnée d'un éclat resplendissant! » Cette péroraison n'obtient que de maigres applaudissements de l'auditoire distrait.

Presque plus de gaz à Paris; mais le calembour brille toujours. On dit que Trochu, pour la sortie de Ducrot, a bien choisi le moment; oui, mais s'il avait *Choisy*-le-Roi !

Naturellement, l'attitude de la Russie préoccupe le Parisien; on veut y voir un branle-bas général : alliance prusso-russe et franco-austro-anglaise.

La viande manque toujours plus. Le matou commence à se faire rare. Je n'ai toujours pas de nouvelles de mon inscription à la mairie. Les armes à tir rapide manqueraient, dit-on, pour le moment.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, lundi 5 décembre, 6 h. du soir.

Paris s'est réveillé ce matin sous d'assez pénibles impressions. Déjà hier matin *l'Officiel* annonçait que nos troupes *avaient repassé la Marne*. Dans la soirée d'hier, dimanche, *l'Électeur libre*, feuille qui passe ici pour reproduire les impressions de M. Picard, ministre des finances, publiait, à 8 heures, un ordre du jour à la 2e armée, signé général Ducrot, la félicitant

de son attitude, mais lui disant que, des masses ennemies trop considérables se massant sur sa route, il jugeait inopportun de sacrifier inutilement des milliers de vies précieuses; en conséquence, nos troupes marcheraient dans une autre direction. Les journaux de ce matin reproduisent cet ordre du jour et en outre un rapport militaire du chef d'état-major, général Schmitz, disant que les pertes de l'ennemi sont tellement considérables, que lui, qui nous avait attaqués si furieusement le 2, nous a laissés repasser tranquillement la Marne; le rapport ajoute qu'après trois jours de combat, on avait jugé prudent de mettre les troupes à l'abri derrière la Marne, afin de les reposer et de refaire les cadres. Si l'ennemi a été très-éprouvé, surtout le 2, quand il a essayé de précipiter les Français dans la Marne, les nôtres ont éprouvé des pertes sensibles. Le bataillon d'Ille-et-Vilaine a beaucoup souffert (mobiles). Le colonel de Grancey, du bataillon des mobiles de la Côte-d'Or, a été tué avec nombre de ses officiers. Le colonel Vigneral, les commandants Le Gonidec, Le Mintier de Saint-André, du Dézersen sont grièvement blessés. M. le général de brigade Lacharrière a été tué. Huit cents prisonniers prussiens ont été amenés à Vincennes. On aurait envoyé de suite les travailleurs du génie pour faire des ouvrages à Champigny et à Villiers que l'on veut conserver; plusieurs batteries y auraient été installées. Un fait certain, c'est que le mouvement de Ducrot sur la Marne a été arrêté. La rente a baissé aujourd'hui de 35 centimes. Cependant

Trochu ayant dit, par la voie de la publicité, que son plan était complexe et ne pouvait être apprécié maintenant, suivant les différentes phases des opérations partielles engagées, on se repose là-dessus et on ne se montre pas trop découragé. Les tacticiens d'ici indiquent les forces et les positions respectives suivant les données que je vais résumer :

Pour le nord de la France, Bourbaki et Manteuffel, forces à peu près égales.

A Paris, 200,000 soldats et mobiles, plus 100,000 gardes nationaux mobilisés, plus 10 batteries mobilisées (colonel Schœlcher, 60 canons), plus 200,000 sédentaires ou travailleurs. En face de cette armée on suppose, gardant les positions autour de Paris, 150,000 Prussiens fortement installés dans le cercle des hauteurs, avec des batteries et ouvrages formidables, par groupes de 15 ou 20,000 hommes se reliant entre eux, infanterie en avant, cavalerie derrière. Au sud ils occupent Choisy, Thiais, Chevilly, l'Hay, Cueilly et Clamart. A l'ouest, ils couronnent les hauteurs de Saint-Cloud, les bois et hauteurs de Meudon, Saint-Germain, Versailles. Au nord, ils tiennent Bezons, Argenteuil, Houilles, Montmorency, Bondy, Gonesse ; enfin à l'est, Chenevières et Chelles. Toute armée sortant de Paris doit passer par les routes et vallées dominées par ces hauteurs. C'est le cercle de fer de Metz sur un plus vaste périmètre.

En évaluant à 150,000 hommes les forces garnissant ces points, on suppose que 100 ou 120,000 Allemands, dont la garde prussienne, ont quitté Ver-

sailles il y a dix ou douze jours, sous les ordres du prince royal, pour menacer ou tourner l'armée de la Loire, qui a déjà en face d'elle les 70,000 hommes de Tann, Wittich et le grand-duc de Mecklembourg, peut-être en la coupant de l'armée de Kératry, que l'on nous annonçait hier à Conlie, près du Mans. D'autre part, les prisonniers allemands faits dans les trois dernières journées sont presque tous des volontaires saxons, engagés pour un an, arrivés par les voies rapides de Saarbruck deux jours auparavant. On prétend que le prince Frédéric-Charles a dirigé les opérations dans ces trois journées avec plusieurs divisions. On dit que des légions lyonnaises s'avancent dans la direction de Paris. On estime l'armée de Kératry à 200,000 hommes ; derrière ces armées se prépareraient des corps en formation.

On distribue alternativement du cheval, de la morue, du hareng salé. La mortalité s'est ralentie ces deux jours. Le gouvernement presse l'échange des armes pour donner tous les fusils à tir rapide aux compagnies de guerre dans la garde nationale. B... est revenu de sa sortie ; il y a eu un homme légèrement blessé dans les compagnies de son bataillon. Le canon a grondé hier et cette nuit. J'ai été voir hier les défenses du côté de Montrouge. De l'impériale du chemin de ceinture on aperçoit les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge. Cela tonnait ferme.

—

(*Par ballon monté.*)

Paris, 7 décembre.

Hier le bruit courait à Paris d'un échec éprouvé par l'armée d'Orléans. La population s'est portée de suite aux mairies pour avoir des renseignements certains. J'ai assisté, à six heures, à la lecture à haute voix, près de la porte de la mairie Drouot, 2e arrondissement, d'une lettre du comte de Moltke écrite au général Trochu, disant qu'il lui paraissait utile de porter à la connaissance du général que, la veille, l'armée de Paladines avait été défaite et qu'Orléans avait été repris par les Allemands ; il offrait un sauf-conduit à l'officier que le général désignerait pour vérifier le fait. Le général Trochu a répondu à M. de Moltke qu'il lui accusait réception de sa lettre et qu'il ne croyait pas devoir user du procédé de vérification qui lui était offert.

L'affiche portait en outre quelques mots de commentaires signés par les membres de la défense, et disant que cette nouvelle, si elle était exacte, indiquait seulement une défaite de l'armée de Paladines, non sa destruction, et que le gouvernement de la défense ne se croyait pas le droit d'arrêter l'élan de la France repoussant l'invasion. *Combattre, combattre toujours! Vive la France! Vive la république!*

Cette péroraison a paru du goût de la foule qui a crié : *Vive Trochu! vive la défense nationale!* Elle est l'affirmation de la lutte à outrance, de la ruine de la France entière probablement, et aussi de désastres

sanglants pour l'Allemagne. Elle paraît indiquer que si Paris est pris par la famine, son armée essaiera de faire une trouée sanglante à travers le cercle prussien. Si cette armée est refoulée, peut-être ses chefs iront-ils par la voie du ballon exciter la défense en province. Pour quelques-uns ici, il semble que si la trouée n'est pas faite, et si Paris affamé se rend, c'est la fin de la guerre. Cette dernière hypothèse est peut-être la vraie ; mais il y a encore deux mois de lutte, car Paris peut se défendre encore deux mois. Cette lutte se continuant à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, peut laisser les deux belligérants, l'un ruiné complétement, l'autre à moitié et alangui par le sang qui sortira de ses blessures.

Tout cela n'est pas gai pour Paris, ni pour la province, ni pour l'étranger. Les Français se sentent tellement meurtris, qu'ils en sont arrivés à se réjouir de l'incident russe, en haine des Anglais, qu'ils accusent de les avoir laissés « dans le pétrin ». *Le Gaulois*, qui a toujours la vogue, consacre un article, dans son numéro de ce matin, à énumérer les forces militaires de la Russie. D'après des renseignements puisés dans *la Revue militaire française*, ces forces sont évaluées à environ 1,100,000 hommes, en y comprenant les forces *sédentaires*, *mais mobilisables à la rigueur* (?). Tout cela pourrait être prêt au printemps prochain, avec l'artillerie et des mitrailleuses commandées depuis deux mois déjà. Je vous donne cet article pour ce qu'il vaut.

*Les Débats*, qui avaient jusqu'ici poussé à l'armis-

tice et à la paix, se sentent débordés. Vous pouvez juger de ce que peuvent dire les autres journaux. C'est décidément une belle et bonne lutte à mort, jusqu'à ce que le sang des soldats ait coulé à flots et que l'estomac de la population demande grâce. Mais que deviennent les enfants et les vieillards? Le « *Frères, il faut mourir!* » formulé à chaque instant par les membres de la défense, est le coup mortel pour tous les gens faibles de la population. Aux cantines municipales, on a cessé la distribution des légumes, choux, haricots, etc., etc. ; on ne délivre plus que du bouillon de cheval et du riz. On y fait espérer *prochainement* du hareng salé.

Quant aux restaurants, les uns ont fermé ; les autres, décidés à mourir en vrais sénateurs des fourneaux sur leur chaise culinaire, débitent, qui du cheval et de l'âne, du mulet, s'ils en trouvent, qui du chat et du rat ; ils font d'ailleurs payer ces plats fort cher, résolus à maintenir leur bénéfice ordinaire, amoindri d'ailleurs par la rareté du client. A propos de chats et de rats, une plaisanterie de Cham a fait rire (rit-on encore?) tout Paris. Un cuisinier fait sauter au-dessus de sa poële, côte à côte, un chat et un rat ; au dessous se trouve la légende : *Rapprochement forcé entre deux belligérants.* C'est l'image de la France et de l'Allemagne plongés dans la fournaise de la guerre à outrance. Pendant la bataille de Villiers, sous Cœuilly, on disait que les Prussiens ne se trouvaient pas bien *à Cœuilly!* Est-ce assez parisien et boulevardier?

Par contre, je viens de voir passer le convoi du colonel Franchetti, colonel du régiment des éclaireurs-tirailleurs Franchetti, tué à la bataille de Villiers, en allant transmettre un ordre du général Ducrot au milieu d'une grêle de balles et d'obus. Le général Renault est mort hier. Nos pertes sont grandes ; celles des Prussiens paraissent très-fortes aussi, si j'en crois les correspondants et un chirurgien-major avec qui j'ai causé hier et qui se trouvait là. Des masses profondes, de Saxons notamment, s'étant élancées, le 2, pour nous reprendre le plateau de Champigny, des obus du fort de Nogent, nos nouveaux modèles de 7 rayés se chargeant par la culasse, et des mitrailleuses en ont fait, paraît-il, un carnage énorme.

Je suis allé jeudi au *club Valentino*. Là j'ai vu en chair et en os le citoyen Gaillard, cordonnier de Belleville. Il a été aplati par Vrignault, du journal *la Liberté*. Il s'agissait d'une somme de soixante-quinze centimes par jour que le gouvernement attribuait aux gardes nationaux mariés ou pères de famille, et refusait aux femmes et aux enfants des gardes non mariés ou n'ayant pas reconnu leurs enfants. Belleville s'est insurgé contre cette distinction. D'autres causes encore, celles-là militaires, ont amené le licenciement du bataillon des *tirailleurs de Belleville* et l'arrestation de Flourens.

(*Par ballon monté.*)

Paris, 8 décembre.

*L'Officiel* de ce matin contient le rapport des journées sous Villiers, Champigny et Bry. Il faut lui rendre cette justice qu'il est exempt de ces exagérations ou hyperboles militaires, qui faisaient précipiter dans les carrières de Jaumont des divisions prussiennes entières, et annonçaient la destruction totale des cuirassiers blancs de Bismarck. *L'Officiel* explique d'une façon très-nette et très-vraisemblable les différentes péripéties des journées. Il s'accorde avec les renseignements que je vous ai adressés antérieurement.

Le premier jour, quand les Français ont dû enlever le plateau de Champigny, ils ont perdu beaucoup de monde ; le 2 décembre, quand les Prussiens ont voulu reprendre le plateau, ils ont été mitraillés et ont fait des pertes que *l'Officiel* qualifie de *très-considérables*. Le journal du gouvernement de la défense accuse 6,000 tués ou blessés français, en faisant remarquer qu'*un tiers* des blessés l'a été si peu grièvement, qu'on n'a pas jugé utile de les transporter aux ambulances.

L'enterrement du général Renault, tué en conduisant ses colonnes à l'assaut, aura lieu demain vendredi, à l'hôtel des Invalides, solennellement, aux frais de l'État. Aujourd'hui les boulevards sont sillonnés par des compagnies de marche de la garde nationale, suivies des officiers de leurs bataillons, allant offrir

au gouvernement de la défense des canons, produit de leurs souscriptions. Les canons suivent les compagnies : ce sont des pièces de 7 rayées, se chargeant par la culasse.

Ces compagnies de marche, qui ont reçu leur équipement au grand complet, constituent de véritables régiments. En tête, s'avancent les sapeurs, puis un tambour-maître en képi, sans panache, puis des clairons; puis le commandant à cheval, puis les vivandières, — trois ou six, — plus ou moins crânement ou coquettement attifées. Elles portent habituellement le chapeau tyrolien, tout simple, ou avec une cocarde, ou avec les rubans tricolores, puis une grande redingote très-ample et des bottes molles ; au côté le coupe-chou traditionnel. Une cantinière du 116e bataillon, dont les compagnies de marche ont attaqué la Gare-aux-Bœufs, est en train de devenir populaire : elle a fait le coup de feu comme un homme. Après les cantinières s'avance la musique, ordinairement assez complète. Toutefois, certains bataillons n'ont que des clairons. Hyacinthe, du Palais-Royal, est très remarqué dans la musique de son bataillon, où il tient fort honorablement l'emploi de triangle.

La plupart des compagnies que j'ai vues chantaient : *Mourir pour la patrie!* ou *le Chant du départ*. Jusqu'à présent, ces compagnies de marche paraissent devoir faire, dans les forts ou aux grand'gardes, l'office de la mobile.

Le général Ducrot, revenant de la bataille, rencontra quelques compagnies de cette garde nationale

mobilisée, et, acclamé par elles, les remercia en les saluant de « seconde et utile réserve ».

Le moral de Paris paraît en somme solide, malgré quelques symptômes d'anxiété fébrile. Ainsi, on annonçait hier dans les rues l'arrivée de Bourbaki, et le peuple se précipitait sur cet espoir comme un naufragé s'accroche à la branche de salut. Il est rationnel du reste que Paris, ayant incité la province à la défense, tienne, en dépit de toutes les mauvaises nouvelles, tant qu'il pourra, afin de donner aux départements tout le temps nécessaire pour intervenir, si cela est possible. Malheureusement, cet élan est tardif; il est à craindre qu'il n'en résulte — étant donné le mode de guerre actuel — que du sang versé et des ruines.

L'honneur du moins sera sauf. Paris, ville fortifiée, devait se défendre comme Metz et Strasbourg ; se défendant, il devait chercher à soulever la province et l'attendre de pied ferme. Aujourd'hui il ne se rendra pas tant qu'il y aura des rats dans les égouts.

Les vivres deviennent de plus en plus rares. Mais grâce aux pâtes, au vin et au pain, on peut aller jusqu'au 1er février, quoique quelques-uns se récrient devant ce délai.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 14 déeembre 1870.
3 heures 1/2.

Une pluie abondante tombe sur la ville et ses en-

virons, et transperce ses défenseurs et ses assiégeants. Les opérations militaires sont donc nécessairement suspendues. Ajoutez à cela que très-probablement le général Trochu est sans nouvelles ; toutefois un journal du matin annonce l'arrivée d'un messager ailé, trempé jusqu'aux os. Une forte canonnade a été entendue cette nuit du côté de Choisy-le-Roi (Sud) ; les boulets avaient pour objectif l'installation de nouvelles batteries prussiennes. Les journaux d'hier au soir signalaient de grands mouvements de cavalerie et d'infanterie prussiennes du côté d'Argenteuil et d'Epinay. Le Mont-Valérien et les buttes Montmartre ont couvert de feu le moulin d'Orgemont, audessus d'Argenteuil. *Le Gaulois*, dans un article signé Littenant, et rédigé d'après des documents empruntés à la *Revue militaire française* et au *Recueil semestriel*, publié par l'état-major de Saint-Pétersbourg, énumère « les forces cosaques », qui mettraient à la disposition du Tsar 28 régiments de cosaques du Don, 3 régiments de cosaques de la garde, en tout 26,000 cavaliers, avec 120 canons, dont 1 batterie à cheval de la garde. Et l'infanterie ?

Le même journal donne des détails, plus authentiques cette fois, et d'une utilité plus pratique, sur les escadrons de la garde nationale de Paris. Elle compte 800 chevaux divisés en 4 escadrons, sous le commandement du colonel Quiclet.

*Le Soir* annonçait hier qu'à l'heure où il paraissait, le conseil du gouvernement siégeait à l'Hôtel-de-Ville et qu'il s'y agitait de graves questions.

Je suis allé voir hier pour la première fois la salle Favié à Belleville. L'éclairage du club laissait à désirer. Il y régnait de fortes odeurs de toutes sortes. Un citoyen, qui ne mange sans doute pas du cheval tous les jours, s'en est pris aux chevaux de corbillard d'abord, aux chevaux de luxe ensuite. « Citoyens, s'est-il écrié, plus de chevaux pour traîner nos morts ! Nos bras doivent les porter. Plus de chevaux de luxe ! Quand on songe à rationner le pain, à quoi bon cette viande inutile ? » Un autre citoyen fait le procès définitif des chiens et des chats. Un orateur demande grâce pour le caniche, le plus fidèle ami de l'homme. Un autre plaide la cause du matou, mais ce quadrupède n'excite dans l'assemblée aucune sympathie. A la tribune se présente alors un citoyen qui prétend traiter de considérations plus élevées : nos relations extérieures. « La Suisse et la Belgique sont molles, » s'écrie-t-il, « mais amicales en somme ; mais haine à l'Angleterre ! Le *Times* est ignoble. Ne comptons pas sur l'Europe. Surveillons Trochu, l'ami des prêtres. C'est à Belleville à brûler Paris plutôt que de le rendre ; après quoi Belleville fera la fameuse trouée. » (*Applaudissements unanimes.*)

Le 11 courant, M. Dumas, dans un discours à l'Académie des sciences morales et politiques, a protesté contre la prétention émise par M. de Bismarck de faire fusiller les prisonniers saisis à la descente d'un ballon. Cette question avait été déjà traitée par un journal anglais qui a pénétré dans Paris. « Quand un port de mer est assiégé, dit M. Dumas, si un équipage

essaie de briser le blocus, sa capture n'entraîne pas la mort, mais l'équipage est prisonnier de guerre. Si les hommes de bonne volonté, — par impossible, — manquaient dans l'armée, la population, nous-mêmes, malgré les menaces prussiennes, nous nous ferions gloire de servir d'aéronautes. » (*Applaudissements.*)

On a essayé hier à Vincennes une cuisine volante; 10,000 tasses de café, thé et chocolat ont été servies en quelques instants, au moyen d'une voiture-fourneau, à nos troupes, parmi lesquelles figuraient les généraux Trochu et Ducrot, qui ont paru satisfaits du résultat.

Le rapport ajoute que ce serait un grand progrès si on arrivait à débarrasser nos soldats des marmites, gamelles et autres *impedimenta*. Vingt voitures-fourneaux sont en construction. Bon nombre des chevaux de la Compagnie des Petites-Voitures vont entrer dans l'alimentation.

La charité privée a mis à la disposition de l'autorité 25,826 lits.

Un franc-tireur, d'origine alsacienne, parlant allemand, a été condamné à mort pour avoir été vu levant la crosse en l'air vers les avant-postes prussiens, et entrant en conversation avec eux. Ce franc-tireur était depuis longtemps soupçonné d'espionnage. Me Weber, qui l'a très-bien défendu, n'a pu le sauver.

Les bataillons de marche de la garde nationale continuent à recevoir leurs équipements. Je pense qu'ils serviront surtout de réserve, et qu'ils concour-

ront seulement au service des forts et des avant-postes, service en général peu dangereux.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 16 décembre, 3 h.

Hier au soir, grand rassemblement sur les boulevards. On savait que 2 pigeons avaient été portés à 4 heures au Louvre, chez le gouverneur de Paris. Ce matin, *l'Officiel* donne le contenu des dépêches qu'ils ont apportées, l'une datée du 5 décembre (Tours), l'autre du 11 (Tours). Ces dépêches, signées Gambetta, sont loin de confirmer les prévisions des optimistes. Loin de se rapprocher de nous, les armées de province s'éloignent, ou ont peine à se maintenir. L'armée de la Loire est scindée en deux parties, dont l'une est à Beaugency, sous le commandement de Chanzy ; l'autre, sous le commandement de Bourbaki, couvre Bourges et Nevers. Amiens et Rouen sont occupés par les Prussiens. Gambetta annonce que Faidherbe opère au Nord et Garibaldi à l'Est. Voilà le bilan de notre situation le 11.

Hier, *la Vérité* a attaqué violemment le gouvernement, lui demandant à quoi bon prolonger la résistance et faire tuer du monde inutilement. Les partisans de la guerre à outrance, *le Siècle, la Liberté* disent que Trochu doit se défendre le plus longtemps

possible par devoir, quand bien même sans résultat ; ils ajoutent qu'il y a encore des vivres pour deux mois et qu'on doit manger sa dernière croûte de pain avant de se rendre.

Une circulaire du gouvernement, affichée hier sur les murs, dit que dorénavant on ne confectionnera plus que du pain bis.

Hier est parti de la gare du Nord le ballon la *Ville de Paris*, emportant deux voyageurs en mission et 70 kilog. de dépêches. Cette nuit, deux autres ballons doivent partir, l'un de la gare d'Orléans, l'autre de la gare du Nord.

L'arbre de Robinson (près Sceaux) est converti en sémaphore prussien.

Depuis que la houille et le coke ont été réquisitionnés, les bains publics sont fermés.

La canonnade recommence de plus belle un peu partout. On parle toujours d'une trouée, — mais de quel côté ? Les armées de province sont fort loin. L'attitude de la population est très-convenable ; aucun trouble ; on conserve encore de l'espoir ; on accepte les privations. Paris ne se rendra en tout cas pas avant le 1er février, peut-être pas avant le 15.

Je n'ai toujours pas été appelé pour la garde nationale, quoique je sois inscrit à ma mairie pour en faire partie. Les hommes ne manquent pas : ce sont plutôt les armes qui font défaut.

Le gouvernement ne néglige rien pour soutenir et encourager la défense, en honorant tous les actes de courage qui lui sont signalés ; ainsi M. Jules Favre a

écrit au colonel du 108e régiment pour le charger de féliciter au nom du gouvernement trois jeunes magistrats qui s'y sont enrôlés au commencement de la guerre : ce sont M. Robinet de Cléry, avocat général à Alger, M. de Sauzède, son substitut, et M. Pottier, substitut à Versailles. Le baron Saillard, un diplomate, qui commandait le 1er bataillon des mobiles de la Seine, a été nommé commandeur de la Légion d'honneur, pour faits d'armes et quatre blessures reçues ; malheureusement cette plaque de commandeur ne pourra décorer que le cercueil de M. Saillard, qui vient de succomber à ses blessures.

Le rapport du comité d'artillerie concernant les nouveaux canons se chargeant par la culasse, dont l'exécution a été confiée à l'industrie privée, en constate l'excellence et la perfection. Déjà 350 de ces canons ont été livrés ; 300 autres, dont l'alésage et l'ajustage s'opèrent en ce moment, seront prêts à la fin de décembre.

Cette formidable artillerie improvisée dans nos murs fait le plus grand honneur à l'industrie privée et au ministre intelligent qui en a dirigé et surveillé l'exécution.

Voici un nouveau trait de dévouement que signale *le Gaulois*, à l'honneur des sœurs de charité, si admirables dans nos malheurs publics.

Quarante-sept d'entre elles avaient été envoyées à Bicêtre pour soigner les varioleux qui y sont hospitalisés ; onze sœurs succombèrent au hideux fléau. On en demanda onze pour les remplacer, il s'en présenta trente-deux : on a dû tirer au sort !

*Le Charivari* est loin d'avoir perdu sa gaieté. Je cueille ce jeu de mots dans un de ses derniers numéros : « On lit sur la boutique d'un armurier au boule-
» vard des Italiens : *Pistolets et revolvers assortis.*
» Pourquoi pas : *à sorties?* Ce serait de saison. »

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 17 décembre, 8 h.

J'ai eu sous les yeux l'opinion de tous les journaux parisiens sur la valeur qu'ils pensent devoir être attribuée aux communications de Gambetta en date du 5 et du 11 courant; cette opinion est à peu près unanime : à part *la Liberté*, qui est décidée à trouver tout excellent quand même, toutes les feuilles reconnaissent que les nouvelles sont mauvaises, mais qu'elles ne changent rien aux devoirs qui incombent à Paris et au gouvernement de la défense. L'armée de la Loire a trop étendu ses lignes, permettant ainsi à Frédéric-Charles d'enfoncer son centre avec des masses profondes ; elle est coupée en deux ; l'armée de Paris a attaqué mollement : ce sont là des événements militaires fâcheux certainement, mais qui sont à prévoir avec des troupes jeunes et mal organisées.

Il faut être souvent battu pour mériter de vaincre; les Etats-Unis ont conquis leur indépendance après de nombreuses défaites. L'armée de la Loire a été battue, non désorganisée ; les forces de l'Est vont

être doublées au moyen de 30,000 hommes de l'armée de Lyon commandés par Bressolles; Faidherbe opère dans le Nord; tout n'est donc pas perdu; il faut redoubler d'énergie. Tel est l'ensemble des impressions qui ressortent de la lecture des feuilles parisiennes de ces deux jours.

Comme il n'est plus question du général Aurelles de Paladines, on suppose ici qu'il a été destitué; vous devez être renseignés mieux que nous à cet égard. Les journaux de ce matin donnent quelques détails sur les généraux qui commandent actuellement nos forces en province. *Le Gaulois* dit que Chanzy est un homme « qui a beaucoup plus de caractère que d'esprit »; *le Figaro* nous montre Bressolles comme un militaire « carré par la base et fortement trempé. » Bressolles est un évadé de Sedan, ce qui est ici une excellente note; Faidherbe, officier du génie, a fait sa fortune militaire au Sénégal; Martin des Pallières, qui commande le 15ᵉ corps, appartenait à l'infanterie de marine. On attribue de grandes capacités au général Briand, remplaçant de Kératry à l'armée de l'Ouest.

Rochefort va recommencer la publication de sa *Lanterne* : il fait paraître en même temps les numéros publiés en Belgique, qu'il fait précéder d'une préface virulente, reproduite ce matin par deux ou trois journaux.

*L'Officiel* contient une lettre de Clément Thomas à Trochu, annonçant que le 200ᵉ bataillon de la garde nationale, se rendant à Créteil, était ivre en partie,

le chef de bataillon tout le premier; en conséquence, Clément Thomas demande la révocation de ce chef de bataillon.

Une lettre *d'un vieux général russe* a obtenu un certain succès ici. Ce général blâme énergiquement tous ces petits travaux de dépavage, tous ces obstacles inutiles d'arbres renversés que l'on a installés aux extrémités de la ville, plus gênants pour la défense que pour l'attaque. « Déblayez tout cela, dit le vieux général russe, car cela gêne vos sorties. Vous occupez le centre de la circonférence ; aujourd'hui faites une sortie à droite en plus grand nombre et par le plus de points possible; demain faites votre sortie à gauche, énergique, furieuse, pour recommencer le jour d'après d'un autre côté. » Oui, mais les batteries allemandes et le travail de trois mois des Prussiens autour de Paris ?

Une lettre publiée par *le Siècle* et signée « un officier de l'armée », croit pouvoir signaler le côté faible de l'opération du général Ducrot, au commencement du mois. On a, dit-il, trop serré les troupes; on les a trop lancées ; des hommes contre des canons, toujours le même défaut; avec les armes à tir rapide il faut surtout espacer les hommes ; tout l'effort devait porter sur Villiers, car Champigny et Chennevières tombaient si on avait eu ce plateau. On a donc perdu du monde inutilement à Champigny. « L'officier » reconnaît du reste que, le 2, l'attaque des Prussiens essayant de nous jeter dans la Marne, nous a permis de prendre notre revanche.

La troisième lettre, assez curieuse, est celle d'un zouave. Elle a paru dans *la Patrie*, qui en général est peu encourageante, disent les Parisiens. Ce zouave, échappé de Sedan, s'est battu à Villiers, où son régiment a été fort éprouvé. Il dit que l'attitude, au départ, n'était pas mauvaise, mais qu'il cherchait en vain « le feu des armées de 93 ». Ce zouave pourrait peut-être se rappeler que la révolution française et Napoléon 1er ont coûté à la France 2,500,000 hommes, chiffre officiel relevé d'après des documents empruntés aux archives du ministère de la guerre, et qui n'a rien d'invraisemblable, quand on songe que les guerres d'Espagne et de Russie nous ont seules coûté 800,000 hommes au moins. Ajoutez à ces 2,500,000 hommes, représentant le plus généreux sang français, les noyades, les exécutions, les égorgements à Paris et dans les grands centres, et les Vendéens morts sur différents champs de bataille, vous arriverez bien près du chiffre de 3,000,000 de Français, les plus jeunes, les plus valides, ayant succombé dans une période de 22 ans. On comprend qu'un pays ne soit pas disposé à renouveler du jour au lendemain de pareils sacrifices.

Un des amusements des Parisiens — il ne leur en reste pas beaucoup — c'est de donner des noms à leurs pièces de marine à longue portée. L'une s'appelle *Joséphine*, l'autre *Marie-Jeanne;* la dernière installée a été baptisée *Valérie :* est-ce du Mont-Valérien? De là mille plaisanteries : « *Joséphine* tousse ; *Clémentine* a un fort rhume ; bon ! voilà *Marie-Jeanne*

qui se fâche ! quel mauvais caractère elle a ! toujours à crier ! »

Un autre genre de distraction est de voir la garde nationale faire ses rondes le soir à l'instar des sergents de ville. Ah ! les gaillards, ils n'y vont pas de main-morte : il n'y a pas de plus zélés que les nouveaux convertis. Quelques-uns même ont poussé le zèle si loin que les tribunaux s'en sont mêlés et qu'on les a condamnés à un peu de prison. Ils s'étaient introduits chez deux dames le soir fort tard et cherchaient des espions prussiens... sous le lit ! En somme, la grande masse fait preuve de beaucoup d'ordre et de fermeté.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 19 décembre, 5 h.

La dépêche du 11 de Gambetta annonçait, entre autres choses, que Tours était sans nouvelles de Paris ; cependant les ballons partent d'ici assez régulièrement : que deviennent ces ballons ? Quoique par contre-coup j'aie à craindre pour mes correspondances, je continuerai cependant ; cette lettre doit être la trente-troisième que je vous ai adressée.

Samedi, le bruit courait qu'un nouveau pigeon était arrivé. Le lendemain *l'Officiel* publiait une nouvelle dépêche signée Gambetta, en date du 14, contenant en substance que Gambetta était à Bourges, en train

de réorganiser les 15e, 18e et 20e corps, formant l'armée du général Bourbaki, destinée à couvrir Bourges et Nevers, « armée mise en fort mauvais état par plusieurs jours de retraite pluvieuse à la suite des affaires d'Orléans ». Chanzy, à la tête des 16e, 17e et 21e corps, était dans le Perche, s'appuyant sur l'armée de l'Ouest (ancienne armée de Kératry), faisant reposer ses troupes et « prêt à reprendre l'offensive ». Ce général, « véritable homme de guerre » — dit Gambetta — « révélé par les événements, avait évité un mouvement tournant de Frédéric-Charles », lequel menace Tours. Gambetta termine en disant que le « mouvement de retraite des Prussiens s'accentue »; sur quoi *la Patrie* fait observer que réquisitionner Amiens et Rouen, menacer Tours lui semble un singulier mouvement de retraite chez les Prussiens.

Cette dépêche a provoqué dans la presse ce cri unanime : « Il faut que l'armée de Paris sorte ! Mieux vaut mourir sur-le-champ qu'attendre la reddition par la famine! Paris reste inactif, tandis que la province se bat! » Guéroult, de *l'Opinion nationale*, le plus belliqueux de tous, — au coin de son feu, — oublie que depuis dix jours une pluie battante trempe le sol et rend le terrain impraticable pour l'artillerie.

Quoi qu'il en soit, voici la réponse du gouvernement de la défense : « A partir de lundi, 19 décembre, les portes de la ville seront hermétiquement fermées, » phrase significative. *L'Officiel* dit en outre que pendant la guerre la nomination des officiers et sous-of-

ficiers de la garde mobile est rendue au gouvernement. Ces nominations se faisaient à l'élection.

On a essayé heureusement au polygone de Vincennes et au fort de Montrouge de nouvelles pièces de 7 rayées. Pourvu que nous ne travaillions pas pour le roi de Prusse!

J'ai vu passer hier les éclaireurs Franchetti, actuellement commandés par M. Favrot, sur pied de guerre et suivis d'artillerie.

On a organisé la mouture du blé par très-grandes quantités. On a commencé à distribuer aux cantines municipales du 8e arrondissement des conserves de bœuf préparées en Amérique.

Presque toutes les feuilles reproduisent un manifeste — que vous connaissez évidemment déjà — signé Chaudordy, substitut du ministre des affaires étrangères en province, et adressé à tous les représentants de la France à l'étranger, sur le caractère de ruine et de pillage que les Prussiens donnent à la guerre actuelle.

Toutes les feuilles, et l'*Officiel* en tête, ont reproduit un article de la *Gazette de la Croix* rendant hommage au courage déployé et aux ressources inventées par la nation française après la perte de ses armées.

Un certain Beaurepaire fait beaucoup de bruit en ce moment : il s'était flatté de rompre les lignes prussiennes avec un corps de 12,000 tirailleurs, si on voulait l'aider à le former. Trochu lui a donné carte blanche, mais pas d'argent. Le gouvernement n'a pas

eu en effet à se louer de tous les corps de francs-tireurs ; il préférerait de beaucoup les voir entrer dans l'armée régulière. Beaurepaire est exaspéré.

Les décès augmentent dans une proportion considérable ; il est vrai que nous sommes dans le plus mauvais mois de l'année.

La nourriture devient de plus en plus rare et mauvaise. Je me nourris exclusivement, pour ma part, de pâté, de salade et de vin ; celui-ci est resté aux mêmes prix que par le passé. Je n'ai pu me faire ni au cheval, ni au chien, ni au chat, ni au rat.

Forte canonnade cette nuit ; c'était certainement *Joséphine* qui toussait, ou *Clémentine*, ou *Marie-Jeanne* « forte en gueule ». *Le Davy*, ballon-poste, est parti hier.

*Le Figaro* se livre au calembourg suivant : Un consommateur demande si l'aloyau qu'on lui offre est bien du bœuf et non du cheval. Le restaurateur répond qu'il en garantit *l'aloyauté !* — Le même journal reproduit le *fac-simile* de cinq pièces : 1° lettre de l'impératrice à l'empereur pendant son voyage en Orient ; 2° lettre-patente écrite en entier de la main de l'empereur, instituant l'impératrice régente ; 3° projet d'article de la main de l'empereur, d'après lequel *l'Etendard* a publié sa profession de foi ; 4° lettre à M. Devienne par Marguerite Bellanger ; 5° déclaration dictée à la susdite Bellanger par M. Devienne et adressée à l'empereur.

Autre calembourg du *Figaro :* le 200e bataillon de la garde nationale, mis au pilori par M. Thomas pour

s'être grisé en se rendant à Créteil, ne doit pas être confondu avec le bataillon *cent vingt !*

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 22 décembre.

A l'heure où je vous écris, il est probable qu'on se bat énergiquement autour de Paris. Depuis trois jours toutes les troupes sont concentrées aux extrémités de nos positions. 50,000 gardes nationaux mobilisés ont en outre été dirigés dans les forts et sur les avant-postes pour rendre disponibles le plus de troupes possible. Vous savez sans doute comment ces services sont organisés? Les avant-postes relèvent des forts voisins. L'amiral, contre-amiral ou général commandant le fort règle à l'aide des troupes, des mobiles ou des gardes nationaux mobilisés, le service des avant-postes qui dépendent de son fort. Habituellement les différentes troupes alternent pour le service des forts et des avant-postes. On active l'équipement des cinquante autres mille gardes nationaux mobilisés qui forment le complément du contingent actif de la garde nationale parisienne. Ces gardes ont sac, capote, tentes, bidons, souliers Godillot à l'instar de la ligne. Il est question, si la guerre se prolonge, de les faire servir concurremment avec l'armée active.

Cette nuit il y a eu de vigoureux engagements. Ce

matin je me suis rendu à la barrière de Charenton où passaient des blessés. Cette guerre est atroce. Toutes les portes de Paris sont fermées à triples verroux. L'armée seule et les ambulances peuvent circuler. Il fait un temps sec et froid propice au combat.

On n'a pas reçu de nouveaux pigeons. Il paraît que les Auvergnats se lèvent comme un seul homme et sont dirigés — ils sont armés, équipés, instruits en partie — sur l'armée de Bourbaki. Naturellement les journaux ici sont en pleine ébullition; ils trouvent Trochu un peu mou : je voudrais bien les y voir! Les fortifications des Prussiens sont aussi bien armées que nos forts; ils se ravitaillent, et nous mangeons nos provisions: voilà la différence; ils sont presque aussi inaccessibles chez eux que nous chez nous.

On installe des baraques pour le jour de l'an sur les boulevards!!!

La conférence relative aux traités de 1856 fournit de longs commentaires à la presse. Les avis sont partagés. Les uns disent que la France a eu tort de s'y faire représenter; les autres soutiennent qu'elle a eu raison. En attendant, les forts grondent de plus belle. A quand la fin?

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 23 décembre, 2 h. 1/2.

J'ignore si vous avez reçu mes lettres; celle-ci est

la 36e ; j'espère que vous en avez reçu quelques-unes. Le général Trochu, par suite des nouvelles opérations commencées sous Paris, vient d'interdire le départ des lettres par ballon ; la présente vous arrivera donc tardivement, si elle vous arrive.

Vous connaissez sans doute déjà les rapports militaires sur les dernières affaires ; en somme, il en résulte que nous avons échoué au Bourget, mais fait une pointe heureuse dans la direction de Chelles. L'affaire de Montretout était une simple diversion, ainsi que celle d'Épinay. Au Bourget on n'a pas canonné assez vite ni assez fort ; c'est un véritable fort à enlever, et il faudrait en faire le siége en règle, si on tient absolument à l'occuper.

On ne s'est pas battu hier 22 ; ce matin 23 on a entendu une canonnade très-forte et non interrompue du côté du Sud.

Le froid est très-âpre ; ces deux nuits ont dû être dures pour les deux armées.

Hier on vendait dans les rues et sur les boulevards, par milliers, une brochure dirigée contre le général Trochu : c'était inepte.

Les journaux, relativement à l'attaque du 21, disent que la population n'a pas à attacher une importance trop grande aux diverses opérations exécutées sous Paris. Elles peuvent être heureuses ou ne pas réussir ; dans ce dernier cas, il n'y a pas lieu de se décourager ; elles se rattachent au plan général.

De fait, il n'y a eu jusqu'ici aucune plainte. Toutefois, la mortalité augmente et les ressources dimi-

nuent, au point qu'on mange actuellement les chevaux de fiacre et d'omnibus ; les chevaux de luxe sont réquisitionnés. On compte que Paris pourra tenir jusqu'au 1er février ; si d'ici là on n'a pu sortir, ni débloquer, la ville se rendra ; mais la lutte paraît devoir continuer en province. Aucun pigeon depuis quelques jours.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 27 décembre.

Je ne vous envoie pas aujourd'hui la *Dépêche-Ballon*, dont je vous ai adressé quelques exemplaires. *L'Officiel* ces jours-ci ne contenait rien d'important : il me sera facile de vous résumer en quelques mots ce qui dans ses derniers numéros peut vous intéresser. En ce qui concerne les opérations militaires, il n'y a à noter que quelques reconnaissances exécutées par des bataillons de mobiles ou de gardes nationaux mobilisés, soit au Raincy, soit à la Maison-Blanche. On a pu croire un instant que l'on allait essayer de négliger le Bourget, pour cerner la forêt de Bondy et donner la main derrière elle au corps de Vinoy, qui s'est avancé sur la droite, près de la Marne. Mais un froid intense a produit des cas nombreux de congélation. D'une part, la terre est tellement gelée et dure

qu'il est imposible de continuer le travail des tranchées; d'autre part, ainsi que *l'Officiel* le dit ce matin, nos troupes supportent moins facilement le froid que les hommes du « Nord » ; il a donc fallu les abriter ou les faire rentrer.

La note de *l'Officiel* ajoute, en terminant, que le rôle de Paris consiste à retenir le plus longtemps possible sous ses murs le plus d'ennemis possible, pour donner le temps à la France de s'organiser. On a créé une armée à Paris afin, non seulement de s'y défendre, mais d'être assez fort pour pouvoir constater par des sorties menaçantes la présence de nombreux corps d'armée.

C'est dire, il me semble, que le gouvernement renonce à faire une trouée. Ce langage semblerait indiquer, en effet, qu'en présence des immenses travaux défendus par les masses qui entourent Paris, la trouée est impossible. Ou bien serait-ce une assurance destinée à endormir la vigilance des Prussiens et à faciliter une surprise? Je penche plutôt pour la première hypothèse. Sans doute la déclaration de *l'Officiel* s'adresse à quelques hurleurs en chambre qui ne manquent pas de courage pour envoyer à la mort, contre des murs crénelés, nos jeunes troupes, relativement moins dures et moins exercées.

*L'Officiel* contient une lettre apportée par un parlementaire prussien et signée d'un nom illisible, recommandant à la bieveillance du gouvernement le nommé Muller, sous-officier saxon fait prisonnier, et demandant l'échange des prisonniers faits sous Paris. La

lettre se termine en disant que cet échange sera d'autant plus facile, que l'armée du Nord a été battue par Manteuffel le 24 décembre et que les Prussiens ont entre les mains de nombreux prisonniers. Admirez la finesse du moyen pour annoncer aux Parisiens que l'armée du Nord aurait été battue.

Ce matin j'ai entendu une canonnade effroyable et tout à fait différente des canonnades ordinaires. Je suis allé aux informations, et j'ai appris que les Prussiens ont commencé le bombardement des forts de l'Est. Ils auront sans doute appris que Paris avait encore du pain pour deux ou trois mois, et ils veulent accélérer sa reddition. Quelque soin que leur état-major prenne des soldats, ils ont dû, en dehors des combats, perdre beaucoup de monde dans cette campagne d'hiver, et la perspective de passer encore janvier et février, peut-être mars aussi devant Paris, ne leur sourit guère. Peut-être ont-ils jugé bon d'ajouter le bombardement à leurs autres arguments de reddition.

Pour revenir à ce fait que le gouvernement *paraît* devoir renoncer à la trouée, peut-être penserez-vous avec moi qu'il est à regretter, dans l'intérêt des Français, que l'on ait accumulé 100,000 mobiles dans l'enceinte. Ces 100,000 hommes auraient été formés et instruits en province, où ils auraient apporté un appoint utile à la défense ; Paris aurait pu se défendre avec les marins, la gendarmerie, les sergents de ville, les gardes municipaux, les forestiers, les douaniers, les troupes de Vinoy et la garde nationale. Si

Paris n'est pas débloqué, on verra donc une armée de 240,000 hommes, plus 100,000 gardes nationaux mobilisés et 200,000 sédendaires, en tout 500,000 hommes au moins obligés de se rendre ! Ce sera dur et unique dans l'histoire.

On a organisé au ministère de l'instruction publique une vente faite par des dames du meilleur monde. Un dindon s'est vendu 200 fr. Rochefort s'est signalé par sa munificence. Des boîtes de cigares se vendaient 100 fr.; une pomme de terre 10 fr.; un mouton 500 fr. C'était au profit des pauvres.

Je trouve à l'instant dans *le Temps* un rapport annonçant que l'ennemi a démasqué des batteries à longue portée contre les forts de l'Est, de Noisy à Nogent, et contre le plateau d'Avron. Toutes les mesures sont prises pour répondre à ces feux. L'ennemi a fait sauter la Gare-aux-Bœufs (près Choisy-le-Roi). En ce moment des groupes nombreux se forment sur les boulevards. On dit que Trochu préside depuis deux heures un conseil de guerre. On n'entend plus le canon. On n'a reçu aucun pigeon depuis quelques jours. G..., D... et P... sont partis depuis mardi dernier; G... a donné souvent de ses nouvelles. Il était à Fontenay-sous-Bois, près Nogent; sa compagnie logeait dans les maisons. B... a une forte luxation au pied et a été obligé d'interrompre son service.

On installe les baraques du jour de l'an, mais elles ne sont pas riches. Plus de gaz; des lampes dans les cafés et quelques magasins.

Voici le menu d'un dîner de Noël pris au *Café Voi-*

*sin* par des Anglais : Potage Saint-Germain. Entrée : côtelette de loup chasseur. Rôti : chat garni de rats rôtis, sauce poivrade ; chameau rôti. Entremets : salades de légumes, plum-pudding au rhum. Dessert varié. Vive la France !!!

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 30 décembre 1870.

Hier à 5 heures, grand émoi sur les boulevards. Grande foule à la mairie de la rue Drouot, où lecture est faite à voix haute du rapport annonçant l'évacuation, par nos troupes, du plateau d'Avron. Ce plateau, canonné par des pièces prussiennes d'une portée de 9,000 mètres, a été déclaré intenable par le gouverneur de Paris. Il était couvert de projectiles prussiens partant du Raincy, de Gagny, de Noisy, de Chelles. La nature entièrement plate de la position donnait beau jeu aux obus de l'ennemi ; les tranchées que notre génie y avait installées ont été rapidement détruites ; les soldats et les 72 canons qui y avaient été logés étaient à découvert ; nos pièces étaient impuissantes à lutter contre le feu des Prussiens. Le sol gelé avait rendu impossible la continuation des travaux de retranchement. Dans la nuit de mercredi à jeudi on a fait partir toutes les troupes et l'artillerie. Les pertes comme hommes ont été peu

sensibles ; mais la perte de ce plateau qui envoyait des boulets jusqu'à Chelles a produit une fâcheuse impression. Placé sous le feu direct du fort de Rosny, le plateau est d'ailleurs intenable pour les Prussiens.

Ce matin la canonnade a redoublé d'intensité. Trochu, dont le langage est honnête et modéré, avoue que nous entrons dans la phase du bombardement, phase dès longtemps prévue. Mais nos journaux, pour le plus grand nombre desquels les récentes leçons sont perdues, se déclarent satisfaits, disant que ce fait seul que les Prussiens bombardent, indique qu'ils se sentent perdus. Des bruits couraient hier — ils étaient accueillis avec la crédulité imperturbable des Parisiens — annonçant la défaite de Frédéric-Charles par Chanzy.

Nos journaux commencent — entre autres *la Patrie* et *le Temps* — à attaquer le général Trochu. Ils demandent de l'action, des sorties à tout prix. D'autres vont plus loin, disant qu'il appartient au gouvernement et aux membres de la défense de confier cette défense à tel ou tel général si le salut de la patrie l'exige. On désigne notamment le général Vinoy, à qui sa retraite de Mézières donne un certain crédit. En attendant, la rente baisse ; la confiance, inébranlable jusqu'ici, des défenseurs de Paris semble faiblir. En somme, que peut-on reprocher à Trochu? Au début était-il assez fort pour empêcher les Prussiens de s'installer autour de Paris? Maintenant il dispose de troupes plus nombreuses qu'aguerries : va-t-il les faire mitrailler devant des positions que la

nature accidentée du terrain, un travail de trois mois, une artillerie formidable rendent inattaquables? Enfin, chaque jour nous approche du dénoûment.

⁂

(*Par ballon monté* )

Paris, ce 31 décembre 1870.

Je suis allé voir hier rue Jean-Jacques Rousseau un employé supérieur de la poste pour lequel j'avais une recommandation. Cet employé m'a affirmé que *toutes* les lettres *partaient*, et de fait les journaux d'hier au soir nous annonçaient le départ, la veille, d'un ballon emportant toutes les dépêches. Je continue donc mes correspondances.

Les journaux d'hier au soir, *le Temps*, *l'Opinion nationale*, *la Patrie*, *la Presse*, *la France*, *le Soir*, *l'Électeur libre* , étaient unanimes à constater la mauvaise impression produite sur la population par l'évacuation du plateau d'Avron. Les plus sévères, ou, si vous aimez mieux, les plus hostiles disaient au gouverneur : « Si vous ne voulez pas sortir, confiez les opérations à un plus résolu. » Les modérés disaient : « Comment remplacer le général Trochu par un plus capable? Si le général reconnaissait ce plus capable, il serait assez modeste et assez dévoué pour mettre ce plus capable en évidence. Contentons-nous de crier au général Trochu : En avant! en avant! »

En dehors de la presse, nombre d'officiers constatent des oublis, des hésitations, des interruptions, presque des défaillances dans la conduite des opérations militaires de l'armée française sous Paris. Ajoutez à cela que les efforts de l'artillerie prussienne, concentrés sur le plateau d'Avron et sur nos forts de l'Est tout récemment, sont pour un grand nombre l'indice certain, de la nécessité pour les Prussiens, soit de préparer et couvrir leur retraite, soit de masquer le départ de Versailles d'un contingent considérable de leurs troupes, destiné à se porter sur Chanzy.

Il me semble que, d'après tous les rapports et les actes du gouverneur de Paris, son plan a consisté en ceci : à l'extérieur de Paris, prendre toutes les mesures propres à empêcher le ravitaillement de l'ennemi, et pour cela accumuler les forces françaises sur les points riches et sur les grands centres ; à l'intérieur, exercer les soldats, les armer, les équiper, les aguerrir, ménager les vivres ; vaincre les Prussiens par le temps, par les maladies, par les privations, l'éloignement du sol natal ; et surtout donner le temps à la France de s'armer et d'arriver.

Paris a déjà tenu trois mois et demi bientôt, il tiendra bien encore deux mois ; si dans cinq ou six semaines la province ne peut dégager Paris, cette place pourra se rendre sans déshonneur ; ce sera à la province à continuer la lutte. Quant à la rupture du cercle de fer et de tranchées qui entoure Paris, par l'effort seul de Paris, je ne pense pas que le gé-

néral la considère comme faisable. Malheureusement ici nombre de gens la croient praticable, et il n'est pas impossible que sous l'impulsion des événements et de la faim, l'on en arrive à charger un autre d'essayer cette rupture du cercle, même au prix des plus grands sacrifices. Y arrivera-t-on? J'entends bourdonner constamment à mes oreilles le fameux proverbe : *On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.* Mais si vous cassez des œufs sans faire d'omelette? Je re prétends pas que le général Trochu ait fait œuvre de génie; mais ses adversaires oublient trop, il me semble, ce qu'il a fait, et surtout ce que l'ennemi a pu faire, sans aucune gêne, hors de Paris, et enfin ce qu'était la capitale quand les Prussiens l'ont investie: une grande ville qu'un coup de main paraissait devoir faire tomber.

On a affiché sur les murs de Paris une proclamation du gouverneur à l'armée et à la population, disant que l'on essayait de semer la discorde entre le gouvernement et les habitants, à l'aide du spectre du bombardement; qu'on allait même jusqu'à dire que la désunion régnait au sein du conseil; un démenti formel est donné par le gouverneur à ces assertions malveillantes.

About demande ironiquement dans le *Soir* s'il faut remplacer Trochu par Fonvielle ou Flourens?

*L'Officiel* contient les rapports de différents commandants de forts ou de secteurs, rapports éminemment élogieux pour la garde nationale mobilisée (bataillons de guerre). Ces éloges, peut-être excessifs,

décernés à une partie récemment formée de l'armée de Paris, sont évidemment destinés à encourager, stimuler, fortifier le zèle de ces nouveaux soldats, naguère hommes de vie facile. Mais les ennemis du gouvernement y voient l'intention de se rallier les suffrages définitifs de la bourgeoisie parisienne, et en outre ces éloges ont pour inconvénient de froisser les marins, la ligne et la mobile, qui souffrent le plus et ont le moins d'honneur.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 2 janvier 1871.

Ainsi qu'il était facile de le supposer, le premier jour de l'an 1871 n'a guère ressemblé à ceux des précédentes années. Plus de voitures pleines de grands-cordons se dirigeant en hâte aux Tuileries ; les boulevards peu animés, les marchands de jouets à peu près désertés ; Boissier cependant, au dire du *Rappel*, aurait fait 100.000 francs d'affaires. C'est sur les pâtissiers que les Parisiens se sont rabattus ; ces industriels avaient fait provision de pâtés soi-disant de bœuf, jambon, veau ou volaille, qui se vendaient facilement à 3 fr., 6 fr., 10 et 12 fr. Leurs boutiques ne désemplissaient pas. Ces pâtés, des sacs de pommes de terre ou de fruits, étaient des étrennes utiles et agréables qui, vu le malheur des temps, paraissaient supérieures aux

confiseries. Il y a eu le soir quelques représentations dans différents théâtres : à l'Athénée, aux Variétés, à la Porte-Saint-Martin ; mais le public commence à se blaser sur ces soirées, dont la composition est très-uniforme, quelle que soit la salle où elles ont lieu. D'ailleurs, le bruit des batteries prussiennes qui canonnent les forts, semble aux Parisiens un concert très-suffisant.

Les journaux d'hier au soir et de ce matin sont unanimes à crier au général Trochu : *En avant ! La Liberté* insinue que le mouvement est commencé à l'heure où elle parait : 1er janvier, 6 heures du soir.

En somme, l'état-major français est sans nouvelles de la province. Si le silence gardé par les Prussiens sur ce qui se passe du côté d'Orléans paraît un indice favorable, nos ennemis ayant jusqu'à ce jour eu grand soin de nous faire tenir au plus tôt les nouvelles fâcheuses, d'autre part le général Trochu peut craindre un piége, et si la diminution des vivres qui soutiennent Paris semble exiger impérieusement une sortie, il n'en est pas moins vrai que le général peut hésiter devant une opération déjà sanglante et périlleuse, même à proximité d'une armée venue de province, *à fortiori* quand aucun signe certain n'annonce cette proximité.

Depuis trois jours, il est vrai, le bruit nous est venu des avant-postes prussiens que le général Chanzy avait battu deux corps d'armée allemands ; mais n'est-ce pas le cas de songer au proverbe : *Timeo Danaos et dona ferentes*, que l'on traduira par : Je crains

les bonnes nouvelles qui nous arrivent de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, l'opinion est tellement montée ici, et il paraît si douloureux aux Parisiens d'être exposés à se rendre par famine, malgré leurs 500,000 baïonnettes et leurs canons, qu'il va falloir faire un mouvement quand même. Le général Trochu a cru devoir expliquer hier dans l'*Officiel* que ses soldats ont besoin de repos, mais que dans un effort prochain la garde nationale, la mobile et l'armée allaient s'associer. Peut-être à l'heure où j'écris, ce nouvel effort est-il commencé. Nos amis sont revenus en bonne santé des avant-postes, quoique ayant souffert des marches, contre-marches et du froid. On cite des bataillons qui ont été exténués par suite d'ordres mal compris : après deux ou trois heures de marche, sac au dos et la *tabatière* sur l'épaule, on commençait à s'installer, à faire la soupe, ce qui est, vous le savez, l'idéal du soldat français (il a toujours été surpris faisant la soupe !), quand tout à coup il fallait renverser les marmites et repartir pour faire une ou deux lieues. D'autres ont été plus heureux : on les a installés à Fontenay-sous-Bois ; là ils se sont calfeutrés dans les maisons ; on a fait de grands feux et l'on partageait ses loisirs entre le bouchon et le whist, distractions favorites des gardes nationaux, qui ne nuisent d'ailleurs en rien à leur service. Quant à la nourriture, elle laisse à désirer sous le rapport de la quantité surtout, car le lard, le pain, le vin, le café, le cognac qui leur sont fournis par l'État sont de bonne qualité. D'ailleurs, les gardes nationaux mobilisés, qui sont

pour la plupart gens à leur aise, s'approvisionnent en dehors de l'Etat : les mères, les sœurs, les femmes glissent dans leurs sacs des terrines qui sont mangées en commun.

Je trouve dans *le Gaulois* les deux pancartes ci-dessous :

*Vin à* 10 *sous le litre*
*Et eau dessus.*
*Rosse-beef,*
*Rat goût de mouton.*

Mais voici qui est plus fort, —toujours comme spécimen de notre esprit du jour :

« *Le Siècle*, qui ne met jamais les *Plée* dans le *Pyat*, raconte qu'un obus prussien est entré dans la gueule d'un de nos canons ; son arrivée a fait partir l'obus contenu dans le canon français, et les deux obus se sont dirigés sur les Prussiens. Notre obus serait donc monté en *Krupp* sur le prussien ! ! »

En attendant, les chevaux se font rares ; on en conduit chaque jour à l'abattoir ; les fiacres et les omnibus marchent en plus petit nombre.

Le Jardin des Plantes fait de son côté des sacrifices. Les deux éléphants ont été vendus 30,000 francs ; l'hippopotame est en vente à 80,000 francs. A ce prix, il n'y a pas d'acheteur. Les restaurants commencent à fermer, même ceux qui avaient les reins les plus robustes. Cependant Potel et Chabot, et Chevet ont en montre des poulardes, des lièvres, mais quels prix ! L'on est arrivé à la période critique du siége ; malgré

cela il y a peu d'abattement; on distribue énormément à la classe nécessiteuse; les riches se saignent. Paris se conduit bien dans sa résistance. La Bourse, quoique oppressée, se défend.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, ce 4 janvier, 2 h.

Hier, un certain nombre de gardes nationaux mobilisés étaient invités à se tenir prêts; on devait leur distribuer des vivres pour deux jours; on avait vu de nombreuses voitures d'ambulance se diriger vers la porte Maillot; on en avait conclu que l'on allait faire la sortie si impatiemment attendue ici. A l'instant on m'affirme que la lutte est engagée dans la direction du Sud. Le canon s'est fait entendre toute la nuit, mais sans caractère distinct de ce qui avait lieu précédemment. Nous n'avons eu hier qu'un seul rapport militaire, et peu important. Le commandant Poulizac a été chargé de faire une reconnaissance sur Drancy (1er régiment des éclaireurs, 3me bataillon); le rapport dit qu'on a fait plusieurs prisonniers et tué quelques Prussiens, et qu'on a perdu un officier et deux hommes.

*Le Figaro* fait de cette expédition un compte-rendu fantaisiste où l'on voit l'acteur Berthelier, qui est de

ce bataillon, s'asseoir sur un mur crénelé et chanter une romance allemande qui commence ainsi :

Ma Gretchen adorée,
Je suis dans la tranchée, etc., etc.

On est toujours sans nouvelles et sans pigeon. On bâtit toute espèce de conjectures sur le bombardement des forts. Pour les uns, c'est *une satisfaction donnée à l'Allemagne;* pour les autres, c'est tout simplement une attaque en règle ; pour d'autres encore, c'est un mouvement destiné à nous inquiéter et à détourner notre attention, afin de cacher un départ de troupe sur Orléans, et empêcher une sortie.

D'après des bruits qui n'ont d'ailleurs rien de certain, rien d'officiel dans tous les cas, l'armée de la Loire, commandée par Chanzy, avance peu à peu. Les Parisiens croient l'armée de Frédéric-Charles très-compromise. En attendant, on vit comme on peut et l'on invite un ami en lui disant : « Venez dîner avec nous sans façon : on mettra un rat de plus ! »

On craignait hier au soir un mouvement à Belleville; mais tout paraît tranquille à cette heure.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, ce 5 janvier.

Les journaux parisiens reproduisent aujourd'hui

un exemplaire ou partie d'un exemplaire du *Journal officiel de Seine-et-Oise*, organe prussien, où je retrouve un passage d'une de mes correspondances relatif à nos grosses pièces de marine. *Le Gaulois* reproduit en outre un article contenu dans *le Journal de Dresde* entré dans Paris, article emprunté à une autre de mes correspondances ; j'en conclus donc que mes lettres vous arrivent assez régulièrement. Toutefois, en ce qui concerne les quelques détails que je vous ai adressés sur nos pièces de marine, comme la feuille de M. de Bismarck (c'est ainsi qu'on appelle à Paris *l'Officiel de Seine et-Oise*) ne cite pas votre journal comme source, j'avais d'abord pensé que le ballon contenant ma correspondance ayant été pris, on avait bien pu à Versailles *éplucher* les dépêches et en extraire quelques passages plus ou moins intéressants. Je n'ai reçu d'ailleurs de vous aucun mot par pigeon, ce qui m'étonne d'autant moins que depuis nombre de jours le gouvernement lui-même n'a reçu aucun messager de ce genre.

On attribue cette abstention du précieux volatile au froid intense qui sévit. Ce froid excessivement rigoureux a amené quelques scènes nocturnes notamment dans les quartiers excentriques. J'ai assisté à une de ces scènes et je dois vous en rendre compte. Vous savez sans doute qu'en face du Collége de France règne ou plutôt régnait une forte balustrade en bois, destinée à être remplacée par une rampe et des appuis en fonte. Il y a deux nuits, je suis réveillé, vers deux heures du matin, par un fort bruit de scie

auquel se mêlait la sonorité de vigoureux coups de hache frappés par des mains habiles. C'était la rampe en bois que des travailleurs, non stipendiés par l'État, déménageaient pour leur compte particulier! Au même instant débouchent au pas de course de fortes patrouilles de gardes nationaux qui tombent sur ces charpentiers nocturnes; les moins alertes sont pris et dirigés sur le poste. J'apprends que les plus malheureux ont été relâchés; mais il y en avait dans le nombre qui faisaient commerce de ce bois, et un avis inséré il y a quelques jours dans *l'Officiel* recommande la plus grande surveillance sur ces déprédations.

Pour en revenir au froid, je lis ce matin sur les murs de Paris un avis du gouvernement, annonçant qu'il s'est préoccupé de cette situation, et qu'il a mis en coupes réglées les bois de Boulogne et de Vincennes. Ces bois seront distribués, à des prix relativement modérés, par les soins des maires.

Un rapport militaire inséré ce matin dans *l'Officiel* annonce que l'on a fait une forte reconnaissance sur le plateau d'Avron; on a tué un certain nombre de Prussiens et ramené quelques prisonniers.

Toute la nuit dernière et toute la matinée d'aujourd'hui, canonnade non interrompue sur tous les points; elle était mi-partie prussienne, mi-partie française. Des grêles d'obus tombent sur les forts, mais ils y causent peu de dégâts. Tout ce qui dépasse le niveau des casemates est démoli, mais les casemates elles-mêmes sont solides, et il y a peu de pertes en

hommes. En somme, beaucoup de bruit jusqu'à présent, mais peu de besogne. Les Prussiens disaient cela, au début, des batteries françaises, aujourd'hui on leur retourne le compliment. — Il faut ajouter que des projectiles prussiens sont arrivés jusqu'à la gare de Sceaux, jusqu'à Montrouge et à Grenelle; mais les mesures ont été prises pour que les effets en soient limités. — Je dois ajouter aussi que ce matin les Prussiens ont ouvert un feu terrible des hauteurs de Châtillon sur les forts de Vanves et Montrouge.

Deux articles préoccupent au plus haut point l'opinion aujourd'hui : d'abord la publication, ce matin, par *les Débats*, d'un rapport à l'empereur, en date de 1868, signé baron de Stoffel, attaché militaire de l'ambassade française à Berlin, sur la supériorité, à presque tous les points de vue, de l'armée prussienne sur l'armée française. Ce rapport est-il resté inaperçu ou dissimulé dans les bureaux du ministère des affaires étrangères ou de la guerre? L'empereur en a-t-il pris connaissance, et a-t-il cru devoir passer outre? Les feuilles parisiennes admettent plutôt cette hypothèse, et en tirent contre le gouvernement déchu les conséquences que vous devez supposer. Le second article est la relation d'une entrevue à Wilhelmshœhe entre Napoléon et un correspondant du *Herald*. Vous avez peut-être eu déjà ces deux pièces sous les yeux.

Quelque chose de plus important, et qui clora ma lettre, c'est ce fait que les maires et adjoints de Paris ont élevé la prétention de s'assembler en conseil, pour donner leur avis sur la marche à suivre dans les

circonstances décisives où la capitale est placée. La presse parisienne, renvoyant ces magistrats municipaux à leurs fourneaux économiques et à leurs cantines, blâme le gouvernement d'avoir paru acquiescer à cette demande, qu'elle signale comme un commencement d'anarchie.

La vie est chère. Chaque repas, fort modeste d'ailleurs, me coûte de 7 à 8 francs.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 6 janvier, 2 heures.

Hier les obus prussiens ont dépassé nos forts pour arriver jusque dans nos maisons et dans nos rues. Au cimetière Montparnasse, rue Daguerre, rue Gay-Lussac, à l'ambulance du Luxembourg, rue Saint-Jacques, un certain nombre d'obus prussiens sont venus blesser des passants, des femmes et des enfants. A vous, directeur d'un journal international, désintéressé, impartial, j'exprime le regret que l'état-major prussien n'ait point annoncé officiellement un bombardement qui, par la portée des pièces (de 24 ou 30), devait dépasser les forts et atteindre la population. Je ne suis pas ferré sur le droit des gens, mais j'avais cru jusqu'ici qu'avant de bombarder une ville où se trouvent des vieillards, des femmes et des enfants,

on annonçait le bombardement deux jours ou tout au moins quelques heures à l'avance. Le gouvernement de la défense s'est empressé de profiter de cette faute pour afficher sur les murs et imprimer à *l'Officiel* une proclamation signée de tous ses membres, disant que *l'ennemi bombarde nos toits, blesse notre population, qui n'en sera nullement intimidée, mais redoublera d'énergie et imitera le patriotisme de notre armée de la Loire, qui a fait reculer l'ennemi et de notre armée du Nord*, QUI MARCHE A NOTRE SECOURS.

Ces derniers mots ont surtout frappé les lecteurs, qui en ont tiré les meilleures inductions. On a conclu de suite que le gouvernement avait la preuve ou du moins était en droit de supposer qu'un secours sérieux arrivait à la capitale. En attendant, le général Trochu, quoique décidé à agir, mais étant et paraissant sans renseignements positifs, se trouve toujours devant cette alternative : ou agir de suite — méfiez-vous ! lui crient certains journaux ; le bombardement est un piège dressé soit contre vous soit contre Chanzy ; les Prussiens espèrent vous décider à vous avancer l'un ou l'autre, et vous écraser;— ou s'abstenir— et alors d'autres organes s'écrient: Le bombardement cache un départ de troupes sur la Loire ou une retraite ; les Prussiens vous envoient tous ces obus pour ne pas être obligés de les remporter : attendrez-vous que 100,000 hommes de l'armée prussienne de Paris aient écrasé Chanzy?

Telles paraissent être à l'heure qu'il est les im-

pressions qui régnent ici, ou du moins qui sont reflétées par la presse de Paris.

Un rapport militaire qui paraît ce matin dans *l'Officiel* dit que le bombardement effroyable de la journée d'hier a produit peu de ravages et atteint peu de victimes.

Il est question d'équiper 100,000 gardes nationaux pris parmi les plus jeunes et les plus valides de la garde nationale sédendaire, auxquels on confierait les avant-postes, de manière à utiliser le cas échéant, dans le service actif, les 100,000 autres gardes nationaux mobilisés, à l'heure qu'il est, tous équipés et munis de fusils à tir rapide.

J'ai vu partir A..., que vous connaissez : il avait des souliers Godillot renforcés de deux paires de chaussettes, un excellent pantalon et une bonne vareuse bien doublée fournie par l'État, une tunique gris-bleu bien chaude, un sac contenant : effets de campement et de toilette, pipe et tabac, 90 cartouches horriblement lourdes, un bidon, une gamelle, une marmite, un revolver, des cartouches pour le revolver, son fusil à tabatière, une baïonnette, indépendamment du pain et des vivres. Tout cela, bien entendu, n'était pas contenu dans le sac, mais faisait partie du poids total à supporter.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, ce 6 janvier 1871, 2 heures.

Décidément, les quelques mots que je vous ai adressés sur les pièces de marine et le zèle des gardes nationaux, mots reproduits par *le Journal officiel de Seine-et-Oise*, ont un grand succès dans la presse parisienne ; aucune de nos feuilles ne se fait faute de les reproduire. J'ai trouvé en outre, hier au soir, dans *la Liberté*, la reproduction — toujours d'après *l'Officiel de Seine-et-Oise*—de quelques lignes que je vous avais adressées relativement à une séance du club Valentino, où Vrignault, rédacteur de *la Liberté*, avait *aplati* le cordonnier Gaillard, fort ténor du club de la salle Favié à Belleville, qui revendiquait l'application du secours de 75 centimes à toutes les femmes des gardes nationaux, mariées on non-mariées.

Le rédacteur de *la Liberté* avait emprunté ce passage d'une de mes correspondances à *l'Electeur libre*, qui l'avait extrait du *Journal de Seine-et-Oise*, lequel le reproduisait sous la rubrique : *On nous écrit de Paris*. Et là-dessus, *la Liberté* de s'écrier : « Les détails relatifs à la séance du club Valentino sont très-exacts ; mais comment les Prussiens sont-ils si bien informés ? » donnant ensuite à entendre que l'auteur de l'article communique avec Versailles, autrement dit, est un espion. Or, le gouvernement a autorisé la publication à Paris de plusieurs feuilles imprimées, notamment *la Feuille Jouaust*, rue Saint-

Honoré, et *le Ballon-Poste*, publication imprimée rue Saint-André-des-Arts, dont je vous ai adressé un certain nombre d'exemplaires, qui reproduisent toutes deux les événements les plus importants, au fur et à mesure qu'ils se passent à Paris.

La remarque de *la Liberté* est donc assez naïve. Il est bien entendu que ces journaux ne reproduisent ou ne doivent reproduire que des rapports, publications ou articles sans aucun danger pour la défense nationale. Ils offrent l'avantage de faciliter aux parents ou amis en province ou à l'étranger la réception des nouvelles des prisonniers de Paris, et de propager en province l'effort réellement patriotique de Paris, quel qu'en puisse être le résultat final, pour donner à la province le temps de s'armer.

*
* *

(*Par ballon monté*).

Paris, ce 7 janvier 1871, 2 heures.

Hier matin, une affiche rouge, placardée sur les murs de Paris et signée d'un certain nombre de noms totalement inconnus s'intitulant : « *les délégués*, » formulait un véritable acte d'accusation contre le gouvernement de la défense ; c'était un appel aux armes ; mollesse, lâcheté, trahison, tels étaient les griefs articulés. La majeure partie de ces affiches a été déchirée par la population indignée ; le soir même

quelques lignes signées « général Trochu », affichées sur les murs et reproduites par les journaux paraissant tardivement dans la soirée, exhortaient la population à réagir contre ces excitations des Prussiens de l'intérieur et se terminaient ainsi : « Courage, confiance, patriotisme ; le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » Les partisans du général répètent volontiers ce mot que le maréchal Bugeaud aurait prononcé sur lui : « Trochu est complet : il parle, il écrit, il se bat. » Quelques-uns de ses adversaires disent qu'il parle trop et ne se bat pas assez. Mais dans la terrible crise traversée par Paris, n'est-il pas utile que fréquemment la population soit rassurée par le gouverneur, et qu'elle reçoive de lui l'assurance que si l'action n'est pas engagée, c'est que l'heure n'est pas jugée favorable ? Du reste, l'issue dira si le général a bien fait de temporiser.

Nombre de feuilles, et notamment *le Soir*, dans des articles parus hier au soir, prétendent que les deux tiers de l'armée d'investissement sont occupés ailleurs et qu'une sortie des troupes françaises enfoncerait sans doute des portes ouvertes. Tout le bruit fait par le bombardement serait destiné à nous occuper et à nous donner le change. Il me semble que ce raisonnement est plausible ; les Prussiens, pour bombarder efficacement, ne devraient-ils pas s'acharner sur un seul fort ? En revanche, que devient notre armée de la Loire devant les forces ennemies grossies de la sorte ? Où est le prince Frédéric-Charles ? Où est Manteuffel ? Si l'armée de Chanzy s'est avan-

cée, — et elle est obligée de le faire sous peine de voir Paris tomber, — ne risque-t-elle pas un nouveau Sedan, cernée : 1° par une grande partie de l'armée d'investissement ; 2° par une portion des forces de Frédéric-Charles, l'autre tenant tête à Bourbaki ; 3° par Manteuffel ; 4° par de Tann et Mecklembourg. Vous en savez sans doute plus que nous à cet égard.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 8 janvier.

Le bombardement a commencé du côté des forts du Sud avec un acharnement effroyable. Les deux points de mire paraissent être le Panthéon et le dôme des Invalides. Toute la nuit, j'entendais les obus éclater dans les rues ou pénétrer dans les maisons voisines ; de temps à autre des clameurs se joignaient au fracas des projectiles pour troubler le silence de la nuit. On entendait aussi comme réponse aux obus prussiens, les *boum ! boum !* des pièces françaises des forts et des redoutes. Ce tumulte a duré toute la nuit et la matinée. J'ai pris des renseignements ce matin ; on m'a cité les maisons atteintes. Je ne vous envoie pas les noms des rues ; on considère ici tout renseignement donné en cette matière par la presse comme très-dangereux et de nature à rectifier le tir des Prussiens. Ne croyez pas d'ailleurs que le quartier

fût en émoi pour cela. Jusqu'à présent les obus prussiens ont surtout obtenu un succès de curiosité ; vous savez combien le Parisien et surtout la Parisienne sont friands de nouveautés.

Avant-hier, on avait appris que des obus arrivaient sur les redoutes du Point-du-Jour. Aussitôt on court aux *bateaux mouches* qui fonctionnent sur la Seine, pour se rendre du côté du Point-du-Jour ; on se garantissait comme on pouvait. Quelques intrépides gavroches, se jetant à plat ventre à l'arrivée des obus, se précipitaient sur leurs débris et les vendaient dans les prix de 1 franc à 2 francs aux amateurs, heureux de rapporter ces trophées chez eux. Trois mois et demi de siége, mille et une sensations d'espérance, de désappointement, de joie souvent déçue; une nourriture dans laquelle sont entrés successivement tous les animaux de la création, cheval, âne, mulet, moineau, rat, chien, chat, ours, éléphant, cazoar, kangouroo (je n'exagère rien) ; l'addition d'une plus grande quantité de vins et de cordiaux en raison de la rareté de la viande ; l'imminence de la mort qui dégringole dans leurs maisons par les toits ou qui peut les frapper au rempart, — tous ces éléments de surexcitation ont fait des Parisiens des êtres tellement blindés et cuirassés, que le jour où ils apprendront que les Tuileries, la Bourse brûlent, ils ne se montreront nullement déconcertés, mais prendront immédiatement la canne et le chapeau pour *aller voir*.

Quand on prend une demi-tasse au *Cardinal* ou à *la Régence* on entend le colloque suivant entre deux

consommateurs qui vont se livrer aux douceurs d'une partie d'échecs : — Ça a tombé dru de votre côté. Vous n'avez pas donné congé ? — Nullement ; je suis porte à porte avec le Panthéon. — Mais les hauteurs de Châtillon doivent y envoyer quelques prunes assez désagréables. — Il y a eu pas mal de maisons défoncées. — Et des blessés ? — Une vingtaine tout au plus, en comptant les femmes et les enfants. Mais vous-mêmes, n'êtes-vous pas propriétaire d'un immeuble à Saint-Denis ? — Propriétaire, oui ! jusqu'à ce que MM. les obus prussiens de la butte Pinson m'exproprient. — Tout cela ne va-t-il pas finir ? — On dit que ça ne fait que commencer. — Et dire qu'on criait ici *à Berlin !* — Attendez donc , nous y arriverons peut-être. — Sans doute, mais avouez que nous ne prenons pas le chemin le plus court. — Et la partie d'échecs s'engage.

En attendant, nous sommes toujours dans la nuit la plus profonde, relativement à nos armées de secours. Le bruit court que le gouvernement a reçu des renseignements favorables ; mais il attendait qu'ils fussent confirmés, preuve qu'il n'a pas une entière confiance dans leur source. Les stratégistes en chambre et les tacticiens en plein air ont donc beau jeu. Il est bon d'aller parfois écouter ces orateurs en plein vent ; quelques membres du gouvernement ne dédaignent pas, dit-on, dans les grandes occasions, d'aller y tâter le pouls à l'opinion. Hier j'ai voulu savoir ce que pensait le groupe du Château-d'Eau (groupe composé d'éléments Bellevillois). Un énergumène criait : — Il nous

faut des hommes! (Mais quels hommes?) — Il nous faut des généraux — (Mais quels généraux ?) Il faut vaincre à tout prix. (Par quels moyens?) — Ah! si nous avions un Hoche! — Un interlocuteur : Hoche a du bon, mais si nous avions un Rochebrune. — Certainement Rochebrune était un héros, mais il n'est pas à comparer à Hoche. J'ai habité Versailles, rue de la Paroisse, j'étais dans les tissus et j'ai parfaitement vu une statue de Hoche sur une place. — C'est possible, mais Rochebrune était un gaillard. — Tout ce que vous voudrez, mais c'est Hoche que...

Là-dessus je m'esquive pour ne pas assister à ce petit cours d'histoire militaire. Remarquez d'ailleurs que tous ces braillards ont peu de succès. Je vous ai parlé hier d'une affiche rouge placardée sur les murs de Paris et signée : *les délégués*, espèce d'excitation au soulèvement. Aujourd'hui *l'Officiel* annonce qu'une partie des signataires ont été arrêtés; cette mesure est approuvée de tout le monde.

C'est aujourd'hui la *fête des rois : le Charivari* représente Guillaume, Louis de Bavière et trois autres princes allemands assis autour d'une table pour déguster une galette. Guillaume se lève et dit : « Le premier qui cherchera à me disputer la fève aura affaire à moi. » Une gravure collée chez tous les marchands a un certain succès : elle représente Guillaume et Bismarck adressant une sérénade à la *grosse Joséphine*, — la plus forte de nos pièces de marine, — représentée par une femme assise sur un canon énorme. Le roi pince de la guitare et Bismarck accompagne

avec un trombonne. La *grosse Joséphine* leur répond par des paroles sur l'air : *Au clair de la lune*, paroles que je me dispense de vous rapporter.

M. de Rothschild a envoyé au gouvernement 200,000 fr. de bons pour vêtements chauds. La cantinière du 48e bataillon de la garde nationale a été tuée dans son lit par un obus, à Montrouge. *Le Siècle* dit qu'on lui affirme qu'hier au soir samedi une affaire était engagée. *Le Rappel*, dans un entrefilet, fait entendre que Victor Hugo n'a en rien recherché « *les faveurs* » du gouvernement de la défense. Il y a gros à parier que cet orgueil immense s'étonne de ne pas avoir été nommé président de la république.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 9 janvier.

Le bombardement a recommencé hier de plus belle. L'objectif des Prussiens paraît être le Panthéon et le dôme des Invalides. Leurs batteries principales sont à Châtillon et sur les hauteurs de Meudon. Hier au soir, dimanche, je rentre sur le coup de 11 heures vers mon logement, qui est adossé au Collége de France. Arrivé à l'Ecole de Médecine, les obus commencent à pleuvoir. Le bruit qui signale leur arrivée ressemble assez au sifflement d'une toupie allemande mise en mouvement par la corde brusquement déroulée.

Au moment de ce sifflement on se jette à plat ventre : *patatras!* l'obus a éclaté sur la rue, sur le boulevard, dans un toit; il a enfoncé plusieurs étages, blessé quelques personnes, effondré une maison! son œuvre est accomplie. Attention! à l'autre; voilà son sifflement, il approche, vite à plat ventre; collons-nous le long du mur; il éclate, personne de blessé! Et ainsi de suite.

Quels que soient les désastres qui attendent Paris, la ville, surtout la rive gauche, se rappellera la nuit du 8 au 9 janvier, où plus de 500 obus ont été lancés dans la direction du Panthéon et de Notre-Dame. Sur les 3 heures du matin, après un assez long conciliabule dans le vestibule de la maison que j'occupe, je me décide à me coucher, mais à droite, à gauche, sous mes fenêtres, les obus pleuvent. Je tiens bon. Enfin, une effroyable détonation ébranle la maison : c'est un obus qui est venu crever l'immeuble adossé justement à celui où je demeure. Décidément la place n'est plus tenable; grand émoi dans la maison : on sort à moitié habillé ; on descend en procession dans la cave; pour moi, je m'habille à la hâte, et passe de la rive gauche sur la rive droite de la Seine, poursuivi par les projectiles et faisant de temps à autre quelques exercices de haute école contre les murs. Au pont Saint-Michel, je me mêle à un groupe d'une cinquantaine d'observateurs qui regardaient arriver les obus; il en tombe coup sur coup deux ou trois énormes sur le boulevard Saint-Michel, près de la fontaine du même nom; leur sifflement formidable annonce que ce sont

des obus respectables, sérieux, dont il faut se méfier; on se dissimule derrière le parapet du pont, mais on a eu le temps de voir l'éclair rouge qui annonce l'explosion; en même temps les vitres des boutiques volent en éclats. Décidément, c'est terriblement beau.

En entendant sonner 5 h. 1/2 du matin, je me dirige vers les halles, où j'assiste à l'arrivée de quelques voitures de légumes. Les acheteurs sont là, couverts de manteaux, discutant le prix de quelques carottes amaigries ou de certaines minces feuilles de choux. Pour ces gens-là, le bombardement d'à côté n'existe pas; la carotte seule les préoccupe; et cependant la pointe Sainte-Eustache n'est guère loin du Palais de Justice.

Vers 6 heures, les Prussiens paraissent se calmer; il ne tirent guère d'ailleurs que la nuit; le jour la fumée indiquerait sans doute à nos forts la place exacte de leurs batteries. Je rentre à mon domicile, où je constate que mes meubles n'ont pas été touchés, et je m'endors en me rappelant que des pigeons sont arrivés dans la journée et en pensant qu'à mon réveil j'apprendrai quelque chose d'heureux pour les Français. Il n'a pas manqué cette nuit dans les groupes d'orateurs annonçant la défaite de trois ou quatre armées prussiennes; inondation de la Loire, mort de Tann; Frédéric-Charles grièvement blessé. *Chat échaudé craint l'eau froide!* Aussi ai-je fait mes réserves; ou plutôt tous ces récits m'ont désagréablement affecté, tant ils me paraissent ressembler à des contes.

---

(*Par ballon monté.*)

10 janvier.

Enfin, me voici en face de ces fameuses nouvelles ; j'y vois des phrases, et encore et toujours des phrases de M. Gambetta, en date du 23 décembre et du 4 janvier. Il y a une dépêche de Faidherbe annonçant une bataille *sous Bapaume*. Cette dépêche accuse chez nous des pertes sérieuses et chez les Prussiens des pertes énormes. Le pigeon apporte aussi une dépêche *Havas* annonçant une bataille à Nuits entre 25,000 Allemands et 10,000 Français ; les Allemands auraient perdu 7,000 hommes ; les nôtres 1,200 seulement. Qui trompe-t-on ici ? Et comment admettre un tel récit? Ce qui n'empêche pas nos badauds de se frotter les mains.

En attendant, près de la moitié de Paris est bombardée ; une feuille du soir annonce que le service des bateaux-mouches sur la Seine est interrompu, un obus ayant coulé un de ces bateaux. Vraisemblablement les Parisiens n'auront plus besoin de prendre le coche ni le bateau-mouche pour voir un obus : les obus viendront les trouver chez eux.

Un quidam, coiffé du képi de la garde nationale, négocie un obus, peut-être fabriqué ; il essaie de me le vendre ; je lui rappelle qu'il n'en a pas le droit ; il veut se fâcher, mais la foule commence à gronder, il s'esquive. Je sortais du *Dîner de Paris*, où on dîne très-mal pour 6 francs ; on y sert à prix fixe un cer-

tain hachis aux truffes qui a un bien drôle de goût... un goût qui rappelle..... enfin, il vaut mieux n'en pas parler. Naturellement toutes les feuilles entonnent victoire et paraissent enchantées des nouvelles. Notez qu'aujourd'hui la rente a monté de 45 centimes, probablement par suite du bombardement. Il faut être à Paris pour voir ces choses. Le jour où dix ou douze arrondissements brûleront, à combien croyez-vous que monteront les obligations de la ville?

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 11 janvier.

Paris est toujours partagé en deux nuances d'opinion bien tranchées : les pessimistes et les optimistes.

Les pessimistes ont dès le début propagé les plus sinistres prévisions, et il faut avouer que jusqu'ici l'événement leur a donné raison ; pour ces gens-là, il n'y a pas de couleurs assez noires pour le tableau qu'ils font de ce qui est et de ce qui sera. D'abord tout le monde a trahi : Napoléon, Bazaine, Mac-Mahon, Uhrich, Jules Favre, Picard, tous ces hommes sont des traîtres. Trochu pourrait bien aussi en être un; dans tous les cas, c'est un entêté dont l'incapacité est notoire; quant à Gambetta, c'est un homme excessivement dangereux; à l'heure qu'il est, il y a encore des traîtres dans l'armée, dans l'état-major, au sein du

gouvernement. Tout ce monde s'entend avec les Prussiens. Paris et la France sont irrévocablement perdus, c'est l'égorgement, l'embrasement, le cataclysme universels.

Les pessimistes sont profondément méprisés des optimistes qui les appellent lâches et *capitulards*. Les optimistes ont toujours vu les choses du meilleur côté et aucun désappointement n'a pu ébranler leur robuste confiance. Après Sedan, quand on leur a appris que les Allemands marchaient sur Paris : — Marcher sur Paris! c'est impossible! Qui oserait marcher sur Paris? — On leur dit que l'armée du prince royal est en marche et se propose d'investir la ville. — Investir Paris! C'est matériellement impossible, il faudrait trois millions d'hommes au moins; le calcul a été fait. Investir Paris! — On leur apprend que toutes les voies ferrées sont coupées, que pour eux la prison commence. — C'est possible! Mais on ne viendra pas à bout de Paris. Paris est invincible, imprenable; ce sera le tombeau de tous les Allemands. — Le général Trochu les prévient de l'éventualité d'un bombardement. — Bombarder Paris! Qui oserait bombarder Paris? Paris, le boulevard de la civilisation, le centre des lumières, le foyer des lettres, la ville internationale, universelle, etc., etc. Mais le monde entier se lèverait pour écraser les Allemands. Bombarder Paris! — Il ne fallait pas dire à ces gens que les Prussiens ayant bombardé Strasbourg, Toul, Verdun ne se gêneraient pas pour bombarder Paris et que c'était surtout pour les Parisiens que

Paris était la ville inviolable, sacro-sainte. Un tel raisonnement les excitait sans les convaincre. Aveuglement douloureux, si l'on vient à réfléchir par quelle série d'épreuves les Parisiens devront passer pour ouvrir enfin les yeux.

Hier je faisais un mince repas dans un restaurant près du Gymnase, quand à mes côtés un vieux monsieur s'écrie : — Voilà les Prussiens à Paris. —Aussitôt se lève, menaçant, un autre vieillard qui lui crie : — Retirez ce mot, Monsieur, il ne vous fait pas honneur. — Vous plaisantez, dit l'autre, j'ai reçu ce matin un obus dans ma maison.—C'est possible, mais les Prussiens ne sont pas à Paris. — Ils n'en sont en tout cas pas loin et vous jouez sur les mots. — Je vous dis que les Prussiens ne sont pas à Paris, et qu'ils n'y entreront pas ; retirez le mot, il ne vous fait pas honneur. — On a eu de la peine à calmer ces deux consommateurs âgés.

Dans les plus cruelles situations le petit mot pour rire ne manque jamais ici. Témoin l'anecdote suivante :

Un monsieur et une dame élégamment vêtus traversent un des boulevards bombardés et macadamisés de la rive gauche. Un gavroche s'écrie : « Attention ! v'là l'obus ! » et il se coupe en deux. Aussitôt, le monsieur et la dame élégamment vêtus se précipitent à plat ventre sur le macadam, et restent cinq minutes dans cette position ; l'obus ne vient pas, mais la farce est jouée.

—

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 12 janvier, 7 h. soir.

Hier au soir des bruits répandus dans Paris affirmaient que parmi les quatre hommes de guerre les plus haut placés dans la hiérarchie à Paris : MM. Trochu, Ducrot, Vinoy et Schmitz, l'un était traître et avait vendu le plan d'une sortie arrêtée pour le 9 courant, plan qui, d'après *le Siècle*, était resté secret entre les quatre chefs. On affirmait que des poursuites étaient déjà exercées contre le traître, que les propagateurs bien informés du bruit nommaient à haute voix *coram populo*. Ce matin une lettre du général Trochu, insérée à *l'Officiel*, met en garde la population contre ces bruits, qui ont pour but et pour effet de jeter le trouble et la défiance dans les rangs de la défense.

Dans le même numéro de *l'Officiel*, un décret assimile les hommes tués ou blessés par les obus prussiens aux soldats tués ou blessés sur le champ de bataille, en attribuant des avantages égaux à leurs veuves et orphelins. J'aurai occasion de vous faire parvenir ces deux pièces. Cette nuit le quartier des Ecoles a été fort *désappointé*, si j'ose employer en pareil cas une telle expression. On avait pris ses précautions contre le bombardement. Dans ma maison, on avait préparé les matelas, on s'était muni de bon-

nets de nuit contre l'humidité de la cave, on y avait descendu un fourneau à l'aide duquel le concierge s'était fait fort de distribuer de temps à autre des infusions ou des cordiaux bien chauds. Eh bien! toutes ces mesures préservatrices ont été prises en pure perte. Pas le moindre obus prussien! En vain on prêtait l'oreille : aucun sifflement ne se faisait entendre, aucun projectile n'était signalé ; on en a été réduit à passer tout simplement la nuit dans son lit. — Hier il était parvenu à ma connaissance que deux obus avaient éclaté dans les Halles : j'ai pu m'assurer sur les lieux même que cette nouvelle n'était qu'un canard. A propos de canards, je n'en ai pas trouvé un seul à la Pointe-St-Eustache, mais en revanche, j'ai pu constater la présence d'un nombre respectable de lapins. Ces quadrupèdes se blottissaient au fond du panier, se couvrant de leurs longues oreilles, tandis qu'on les marchandait dans les prix de 30 à 50 fr. Il y en avait, ma foi! de très-beaux. D'où ces lapins sortent-ils? D'où qu'ils viennent, qu'ils soient les bienvenus! Ils auront donné leur note dans le concert de la défense de Paris. 50 fr. un lapin! décidément, il n'est pas faux cet axiôme suivant lequel on peut se faire 3,000 fr. de rente en élevant des lapins.

En ce moment a passé le cortége d'une quête faite au profit de l'ambulance des gardes nationaux du 6e secteur. En tête marchaient des tambours ; à la suite un orchestre faisant entendre des airs lugubres ou patriotiques ; derrière l'orchestre les voitures des ambulances ; tout autour une dizaine de gardes na-

tionaux, munis de longues perches terminées par un sac, circulaient dans la foule ou allaient frapper aux fenêtres du premier étage des maisons. Inutile de vous dire que les sous pleuvaient dans les sacs.

Je ne trouve dans les journaux de ce soir aucun article remarquable à vous signaler.

On commente les deux pièces insérées à *l'Officiel* dont je vous entretiens au début de cette lettre ; on commente un article du *Times* très-élogieux pour la défense de Paris. On monte à la tour pour voir si les armées de province n'arrivent pas ; on jure de tenir jusqu'à la dernière miette de pain, — notez que dans le pain actuel le froment n'est plus représenté que pour 40 p. c. ; le reste est surtout du riz et de l'avoine. — Ce pain d'ailleurs est loin d'être mauvais ; Paris s'en contente et se contenterait de bien autre chose.

La mortalité augmente tout naturellement : le froid, la mauvaise nourriture et aussi les angoisses ont leur part dans cette augmentation. Mais personne ne se plaint, et malheur à celui qui se plaindrait ! On veut se montrer digne des provinces qui se sont battues dans le Nord, à Nuits et à Montoire. On adjure le général Trochu de sortir, de se battre quand même ; et de fait, sur les trois heures, j'ai entendu du côté du Sud des crépitements qui paraissaient autre chose que la canonnade habituelle des forts.

Telle est la physionomie de Paris à l'heure qu'il est ; je tâche de la mettre sous les yeux de vos lecteurs dans sa réalité saisissante et sous ses aspects les plus

variés. La Bourse se tient bien avec une tendance marquée vers la hausse.

*
* *

(*Par ballon monte.*)

Paris, 13 janvier, 6 h. du soir.

Le bombardement a continué au Sud et à l'Est avec une extrême violence depuis 1 h. 1/2 jusqu'à 6 heures du matin. C'est toujours le 5e arrondissement qui est privilégié. Les journaux parisiens accusent les Prussiens de tirer à plaisir sur les asiles, les écoles, les maisons hospitalières. Je crois que nos ennemis tirent où ils peuvent. Étant donné le bombardement, ce sont les monuments et en général les établissements publics, qui se dressent plus haut que les autres, qui attirent la foudre. En revanche, *la Nouvelle Gazette de Prusse*, dont un numéro nous parvient, est mal venue à se plaindre comme elle le fait dans son récit du combat de Nuits. « Les Français, dit cette feuille, font une guerre de sauvages. » Mon Dieu ! ils font la guerre que les Espagnols leur faisaient sous Napoléon Ier, et que très-probablement les Allemands leur auraient faite si l'Allemagne avait été envahie. On se défend comme on peut quand on est le plus faible et que l'on a l'ennemi chez soi.

Dans *les Débats*, John Lemoinne s'élève contre le caractère exclusivement républicain que M. Gam-

betta prétend attribuer aux actes, aux projets, aux désirs des gouvernants actuels. *Les Débats* prêchent peut-être pour leur saint. Mais il est certain que M. Gambetta ferait preuve de tact, en paraissant uniquement consacré au succès de la défense et non aux intérêts de son parti. *L'Officiel* publie une dépêche de M. Jules Favre aux agents diplomatiques de la France à l'étranger, expliquant la situation qui est faite au gouvernement de la défense eu égard à la conférence relative aux traités de 1856, protestant contre le bombardement et annonçant que sitôt que la situation de Paris le lui permettra, muni d'un laissez-passer que M. Washurne doit lui transmettre, il se rendra à cette conférence. *Les Débats* demandent pourquoi la délégation de Tours n'a pas proposé M. Thiers ou tout au moins ne l'a pas adjoint à M. Jules Favre.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 14 janvier, 4 h. du soir.

J'ai à vous donner des nouvelles de l'ami Gagne, dont votre spirituel chroniqueur C... vous a si souvent entretenu dans ces mêmes colonnes en des temps plus prospères. C'est un petit morceau intitulé :

**La boucherie philanthropophagique.**

« O Paris ! fais la boucherie
De la *philanthropophagie !*

O Paris, pour vaincre le sort,
Mange tes fils, prêts à la mort.

» Paris est aujourd'hui le grand vaisseau de *la Méduse* et va mourir sottement de faim. Pour l'arracher aux griffes de la famine et lui faire remporter tous les triomphes, je demande, à grands cris, l'établissement de la *philanthropophagie*, c'est-à-dire la *manducation fraternelle* de l'homme par l'homme. Tous les hommes et femmes, âgés de plus de 60 ans, seront mis *à la retraite de la vie*, y compris les membres de la défense.

» Le gouvernement provisoire,
Pour le bien qu'il nous a forgé,
Mérite, tout entier, la gloire
D'être philantropophagé.

» Je réclame plus que jamais la proclamation du roi de Prusse comme président de la république universelle des peuples, réunis en un seul grand peuple universel de l'unité, qui seule peut tout sauver.

» Signé : GAGNE,

» *Avocat, citoyen du peuple universel.* »

Rien n'aura manqué au funèbre *concerto*, pas même la note cocasse. Gagne fait les Passepoil et les Triboulet dans le grand drame de la France, saisie à la gorge par son redoutable adversaire.

Le bombardement de la rive gauche continue si furieusement jour et nuit que les habitants émigrent en foule vers les quartiers du centre.

Hier a eu lieu, aux avant-postes de Nogent, un concert donné par divers gardes nationaux au bénéfice des blessés. Les canons du prince Georges de Saxe faisaient l'accompagnement; on ne désigne plus les canons du prince de Saxe que par l'épithète de *saxophones*.

Le corps de la garde nationale à cheval (8e escadron), recruté parmi les classes riches et élevées de la population parisienne, a été dissous pour moitié. Le général Clément Thomas, en annonçant aux gardes dissous que leurs chevaux allaient être réquisitionnés, les remercie du zèle dont ils ont fait preuve « à toute heure du jour et de la nuit » — ils portaient les dépêches, — et exprime l'espoir que dans les rangs de la garde nationale à pied « ils continueront à se dévouer au salut de la patrie. »

La controverse continue dans les feuilles parisiennes, à propos de la présence d'un représentant français à la conférence relative à la révision des traités de 1856. *L'Avenir national* et *le Charivari* (c'est sans malice que j'associe ces deux noms) s'élèvent contre cette présence, dans laquelle ils voient une transaction. *La Patrie* dit que si M. Jules Favre ne croit pas devoir quitter son poste à Paris, au moment suprême, il y a un moyen de tout arranger : MM. Thiers et Chaudordy se rendront à la conférence et la France n'y perdra rien, diplomatiquement parlant.

A l'heure où je vous écris aucun pigeon n'est arrivé.

On appelle ici *francs-fileurs* ceux qui ont filé avant l'investissement, et *francs-lâcheurs* ceux qui déménagent au premier obus.

Hier l'émigration des quartiers menacés affluant vers le centre, a occasionné une perturbation dans l'équilibre des quantités de pain à distribuer dans les boulangeries des quartiers non menacés ; de là grande émotion ; grande affluence aux boulevards. L'administration va prendre des mesures pour qu'un tel fait ne se renouvelle pas.

Une affiche placardée sur les murs de Paris, émanée du bureau des *Secours et prescriptions*, indique aux Parisiens les précautions à prendre contre le bombardement, et enjoint aux personnes habitant les 6e, 5e, 4e et 3e étages des maisons menacées de vider les lieux. Je suis dans ce dernier cas, et ma maison ayant déjà reçu deux obus, je vais songer à me transporter sous un climat moins orageux. Cette nuit, de mon lit, j'entendais le sifflement furieux des obus et le *patatras* qui en est la suite.

De part et d'autre, attaques insignifiantes sans résultat sur divers points.

*
* *

(*Par ballon monté.*)

Paris, 15 janvier, 6 h. du soir.

Je n'ai point assisté au bombardement de Stras-

bourg, Toul et autres lieux, mais je crois pouvoir affirmer que jamais n'a plu, sur moëllons inoffensifs, ouragan de fer égal à celui qui s'est abattu la nuit dernière sur la rive gauche de la Seine, et notamment sur le quartier des Écoles. Le Panthéon est décidément un beau point de mire ! Aussi ma concierge, qui est du Midi,—une compatriote de M. Gambetta, — m'a salué par ce mot : « Ça a joliment *bombé* cette nuit ; » et notez que ça *bombait* encore. Nombre de gens se frottent les mains en disant : « Les mâtins, comme ils sont pressés ; comme ils se hâtent de se débarrasser de leurs obus pour ne pas en être chargés au moment de leur débâcle ! » Mon cœur français souriait à cette limpide explication du bombardement, mais les documents qui nous parviennent ce matin me paraissent la rendre difficilement acceptable. Je lis une dépêche du général Faidherbe maintenant les termes de son rapport sur l'affaire de Bapaume. Quand Paris est affamé et bombardé, ce n'est pas une dépêche, mais le bruit du canon qu'il attend de l'armée de Faidherbe.

Des numéros de *la Gazette de la Croix*, donnant des nouvelles jusqu'au 9 janvier, sont parvenus ici, et il en paraît résulter que nos armées de province se maintiennent, mais n'avancent pas. Mais c'est précisément ce que demandent les Prussiens autour de Paris. Que leurs armées de secours tiennent les nôtres en respect, ils ne demandent pas davantage. On fait courir ici le bruit que les fonds Prussiens ont baissé de 3 p. c. ; que Bourbaki a envahi le pays badois avec 150,000 hommes ; que le siége de Belfort est levé, etc.

En attendant, les habitants des parties sud de Paris déménagent dans les logements restés libres de l'autre côté de la Seine, et qui leur sont offerts gratuitement par l'administration. Le pain est terriblement noir !... tout aussi noir que la situation. Quand une partie de Paris sera démolie par les Krupp, les Parisiens se réfugieront dans l'autre partie ; lorsque celle-ci sera bombardée à son tour, les Parisiens disparaîtront dans les caves et dans les égoûts. Voilà ce qui se dit ici, et cela a donné lieu à la plaisanterie suivante : *Jolie cave à louer, à deux compartiments. Les rats sont à la disposition du locataire !* Cham nous montre deux gavroches à la poursuite d'*une* obus qui va tomber ; ils se *la* disputent d'avance. Pour le peuple, obus est du féminin.

Le bruit court ce soir qu'une action est engagée du côté d'Issy.

*
**

*(Par ballon monté.)*

**Paris, 17 janvier, 6 h. du soir**

Nous touchons évidemment à la période suraigüe du siége. Hier, le pain a été rationné ; cette mesure qui, il y a deux mois, eût soulevé les quartiers populeux, a paru naturelle : plus une place assiégée a fait de sacrifices et a tenu, plus elle veut tenir ; plus l'assiégeant a envie d'entrer, plus l'assiégé s'acharne à lui

interdire cette entrée. Le bruit court ce soir que le fort d'Issy a été très-malmené et qu'on a dû opérer l'évacuation des poudrières. Un rapport militaire affiché à midi aujourd'hui 17, dit seulement que le fort a été vivement canonné des hauteurs de Châtillon.

L'ennemi a essayé une attaque venant du Bourget, l'attaque a été repoussée.

Le bombardement de la nuit dernière a été terrible notamment du côté de la rue de Taranne, où une maison a été abîmée.

Les dernières nouvelles données par les journaux de ce soir, nous font espérer que Faidherbe a dû reprendre l'offensive. Ces journaux — *le Temps* notamment — disent que l'on prête à Chanzy 200,000 hommes, mais que ce chiffre paraît exagéré. On n'a reçu aucun pigeon ; on fait des conjectures sur le mouvement de Bourbaki, mouvement duquel on attend beaucoup, mais ce sont de simples conjectures.

La Bourse est assez ferme pour de telles circonstances ; la Rente ferme à 51-40.

Les déménagements de la rive gauche continuent et sont poursuivis fiévreusement ; la nuit dernière, un des côtés de la maison que j'occupe près du Collége de France a été crevé par un obus. D'énormes pièces d'artillerie, destinées sans doute à venir au secours des forts du Sud, traversaient ce soir le boulevard Saint-Michel.

La population de Paris est calme et se tient vaillamment. Une grande partie de la garde nationale mobilisée se tiendra prête à neuf heures, avec quatre

jours de vivres. A l'heure où je vous écris, la canonnade recommence avec une nouvelle vigueur.

∴

(*Par ballon monté.*)

Paris, 18 janvier.

Je pourrais imiter les procédés des reporters du *Figaro* et du *Gaulois* au début de cette guerre, qui envoyaient à leur rédacteur en chef des entrefilets dans le style suivant : « Informé que le corps d'armée du général ..... par ordre du maréchal ..... s'était dirigé vers la ville de ..... pour faire face aux Allemands campés à ....., je me suis mis en route le ..... au matin, après avoir fait un piètre déjeuner à l'auberge du *Lion d'Or ;* les œufs étaient loin d'être frais, mais j'excuse l'aubergiste, vu le malheur des temps, etc. »

C'est ainsi et dans cette teneur que MM. les reporters des journaux à sensation ont suivi la campagne, qui a commencé à Saarbruck pour se terminer à Sedan. Rien de plus ridicule assurément que toute cette ponctuation, que tous ces sous-entendus mystérieux — par lesquels on a l'air d'avoir ou de savoir quelque chose, tandis que l'on est resté chez soi et qu'on ne sait absolument rien.

En procédant beaucoup plus simplement et honnêtement, je vous dirai qu'un grand mouvement est sans doute commencé au moment où j'écris. Toutes les

compagnies de marche de la garde nationale mobilisée sont parties ce matin, ou partent à l'heure qu'il est. La garde sédentaire presque tout entière doit se masser sur les différents secteurs, aux remparts. Ces diverses fractions de la garde nationale se rencontrent sur le boulevard, se rendant à leur poste, en échangeant les cris de : Vive la sédentaire ! vive la mobilisée ! vive la France ! vive la république !

On m'a dit hier soir, de source assez sûre, le point où le premier mouvement aurait lieu, en ajoutant cependant que ce ne serait pas la seule localité attaquée. Je ne puis vous dire ce point, non qu'il y ait un grand danger à le faire, car cette lettre, si elle vous parvient, vous parviendra toujours le coup accompli ou tenté, mais par un sentiment de réserve que vous comprendrez. Cette sortie est-elle définitive ? Est-ce simplement une attaque sur un point dégarni, ou sur le point d'où partent les bombes qui la nuit tuent les femmes et les enfants dans leur lit ? est-ce une sortie à deux fins, définitive si possible, partielle et temporaire, si on ne peut faire mieux ? Le général Trochu a-t-il supposé ou a-t-il été informé que la plus grande partie des meilleurs soldats allemands avaient été envoyée au-devant des armées françaises, et qu'il n'aurait à faire qu'aux nouveaux contingents arrivés d'Allemagne du 10 décembre au 19 janvier et placés par M. de Moltke dans les positions retranchées autour de Paris, avec quelques vieilles troupes pour soutien ? Je ne me chargerai pas de répondre à ces questions.

Cette dernière hypothèse me paraît vraisemblable. Il paraît problable pour tous ceux qui raisonnent et qui ont étudié l'organisation allemande d'après les rapports de M. de Stoffel, que l'Allemagne sentant le moment de la crise suprême arrivé, a pu et dû faire les derniers sacrifices pour cette lutte gigantesque, de même que la France a pu et su arriver à improviser assez rapidement 3 armées de secours, plus l'armée du Havre, plus l'armée en formation à Bordeaux, plus les camps d'instruction. Vous trouveriez cependant ici nombre de gens qui vous soutiennent qu'au mois de décembre l'Allemagne était impuissante à trouver des hommes, et ne disposait plus que de la *landsturm* à peine suffisante pour garder les 300,000 prisonniers français. C'est de telles balivernes que se nourrissent les lecteurs du *Siècle* et de *l'Opinion nationale*, nourriture indigne d'un peuple qui s'est levé le jour où il a cru son autonomie, son existence même menacées.

Vous avez suivi aussi bien et mieux que nous, prisonniers ici, les différentes phases de la terrible lutte engagée. Après Sedan, à ne considérer que les faits, non les passions et les hommes, un arrangement paraissait possible. La France, à qui la Prusse avait laissé faire les guerres de Crimée, d'Italie, de Chine, de Syrie, du Mexique, avait eu le tort de jalouser Sadowa et l'unification de l'Allemagne, elle qui avait contribué à l'unification de l'Italie. L'Allemagne entière avait fini par se ranger sous l'influence de la Prusse représentant la portion la plus solide, la plus militaire de la race allemande, ainsi que l'Italie s'était

unie sous le drapeau du Piémont qui représentait la partie la plus sérieuse, la plus vivace de la race italienne.

Quoi qu'on ait dit, Napoléon III seul n'a pas désiré cette guerre, s'il l'a désirée ; ce désir existait dans un grand nombre de cœurs français, notamment parisiens. Les leçons depuis Saarbruck jusqu'à Sedan ont été rudes pour la France, et en ce moment l'Allemagne avait un grand rôle à jouer : ne pas chercher l'anéantissement et l'humiliation dernière de son adversaire, elle qui avait su travailler à se rendre forte, pendant que la France criait sans se préparer. L'Allemagne pouvait se contenter d'une forte indemnité, bien supérieure à ses débours, du démantèlement de toutes les forteresses de l'Alsace et de la Lorraine, d'un certain nombre de vaisseaux français. On lui eût volontiers accordé tout cela ; le mot : *pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire* a été dit après coup (ce fait est à peu près prouvé), lorsque M. Jules Favre a été convaincu que la ruine et l'humiliation de la France étaient résolues par les Allemands.

A ce moment-là, un certain nombre de journaux parisiens les plus sérieux, comme *les Débats*, *le Temps*, *la Patrie*, et des plus lus, comme *le Soir*, se sont élevés contre le mot : *pas une pierre de nos forteresses*, mot qui contenait la lutte à outrance, sans merci. Ces symptômes, dans la presse de Paris, concordaient avec les dispositions de la province qui, pour la majeure partie, n'avait jamais voulu la guerre

et ne voulait certes pas sa continuation. Remarquez qu'à ce moment Metz, Toul et Strasbourg se défendaient. Le mot attribué à M. de Bismarck : *la France ne nous pardonnera jamais Sedan*, n'est pas fondé, s'il a été dit. L'orgueil français aurait mis ses défaites sur le compte de Napoléon III — qui a bon dos, — sans se préoccuper si la France elle-même n'avait pas sa petite part dans les fautes commises, et on aurait reconnu la modération allemande. On aurait accepté, très-probablement, la nouvelle situation sans arrière-pensée.

D'autre part, le sang allemand versé à Wissembourg. Forbach, Reichshoffen, Gravelotte, Borny, Beaumont, etc., etc., pouvait-il être compensé par de l'argent, un démantèlement, des vaisseaux? Oui! si on se reporte à ce fait que les Allemands, d'ailleurs très-bien préparés, acquéraient par là les satisfactions qu'ils pouvaient raisonnablement attendre après deux mois de lutte. Non! si on songe aux passions et à l'immense influence dont devait jouir le parti militaire dans les conseils prussiens. Si, d'un autre côté, l'on songe aux passions et aux hommes qui avaient prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, et ont été chargés ou se sont chargés de la conduite des affaires françaises, on comprendra que ces hommes ne pouvaient espérer se maintenir et maintenir les principes qu'ils représentaient, qu'en obtenant une paix honorable, c'est-à-dire sans cession de territoire, cession douloureuse pour les cœurs français, ou en luttant à outrance.

L'Allemagne peut opposer que peu lui importe la forme du gouvernement choisi par la France ; qu'il serait trop commode à une nation de déclarer la guerre et après la défaite d'échapper aux conséquences de cette guerre en changeant de gouvernement. Il n'en est pas moins vrai qu'en admettant même ce raisonnement et aussi cet argument que toute défaite entraîne généralement une cession de territoire, les conditions de la paix dictées à Ferrières étaient réellement exorbitantes, soit dans le fond, soit dans la forme. A partir de cette heure la guerre d'extermination a commencé. Les points de départ des personnages qui, des deux côtés, pouvaient la prévenir par un armistice précurseur de la paix, étaient tellement éloignés qu'il était impossible de se rencontrer. C'est ainsi que ces deux grandes et belles nations, voisines, à toute heure en relation de commerce et d'intérêt *se sont ruées l'une contre l'autre pour la vie et pour la mort.*

Les considérations que je viens de vous développer ne satisferaient sans doute complétement ni les passions françaises, ni les passions allemandes. Mais peut-être les trouverez-vous de nature à être accueillies dans votre feuille modérée et impartiale. Quoiqu'il arrive, si la France se repent amèrement d'avoir entrepris ou laissé entreprendre cette guerre à la légère, la Prusse peut-être regrettera un jour de n'avoir pas su résister à l'enivrement de Sedan ; elle regrettera le langage hautain et humiliant de son diplomate ; car ce n'est pas une mince

affaire que d'anéantir une nation de 38 millions d'hommes.

Il est certain qu'à Paris, comme dans le reste de la France, un grand changement s'est opéré dans les sentiments et dans les dispositions des habitants. Quand Gambetta a écrit aux Parisiens, au début, *que leur résistance faisait l'admiration du monde entier*, les Parisiens eux-mêmes n'en paraissaient pas très-convaincus. Toutefois, ils se sont crus obligés de mettre une bande rouge à leur pantalon et de se procurer une tunique et un képi. Jusque là l'enthousiasme était médiocre. Mais certains articles de feuilles allemandes entrées ici, les nouvelles qui sont arrivées de la résistance vigoureuse de la province, le tableau des départements français dévastés par la guerre, et surtout la présence, dans les rues et sur les places, d'enfants et de femmes frappés dans leurs lits par les obus et portés aux ambulances, toutes ces causes ont poussé l'exaspération au plus haut point, et cette exaspération, si elle est telle dans le reste de la France, pourra préparer une rude tâche aux Prussiens, même si Paris succombait.

Si on n'envisage que leur organisation, leur discipline, l'habileté de leur état-major, la supériorité de leurs positions, et ce fait que 300,000 Français dont 4,000 officiers et une grande partie de nos armements sont tombés entre leurs mains, évidemment ils peuvent se considérer comme les plus forts et les vainqueurs définitifs. Quoiqu'il en soit, maintenant les

passions sont à leur comble, et qui pourrait mettre fin à cet horrible égorgement d'hommes?

Je vous prédisais dans une de mes dernières lettres un très-grand succès ici pour le mot d'un rédacteur allemand sur « l'embrassement de fer », sur l'accolade que les Prussiens comptent donner à Paris ; je ne m'étais pas trompé : le succès de ce mot a été immense et toutes les feuilles, même les modérées, c'est-à-dire celles qui en admettant, à l'heure qu'il est, la nécessité de la défense, ne cherchent pas à attiser la haine, toutes les feuilles ont pris ce mot pour thème et il est de nature à jeter, comme on dit, de l'huile sur le feu. Il n'en était certes pas besoin.

*La France* de ce soir annonce un grand mouvement, heureusement commencé, dont la conception ferait honneur au général Trochu.

Hier au soir je me suis transporté à Chaillot, où j'ai assisté au spectacle terrible d'une lutte à outrance entre les forts du Sud, les batteries du Point-du-Jour, et la canonnade prussienne partant des hauteurs de Châtillon, de Meudon, de Breteuil et de Sèvres. Voici quelques détails sur la distance qui sépare à l'heure qu'il est les batteries françaises et allemandes :

Sud. — Chevilly et l'Hay (positions prussiennes) sont à 2,100 m. de la redoute française de Villejuif ; Fontenay-aux-Roses, à 2,000 m. de Vanves ; Châtillon (Tour aux Anglais), à 2,200 m. de Vanves ; Meudon, à 2,500 m. d'Issy ; La Porte-Jaune, entre Garches et Montretout, à 3,000 m. du Mont-Valérien ; La Bergerie, à 3,000 m. du Mont-Valérien.

NORD. — Buttes d'Orgemont, 3,500 m. de Gennevilliers; Buttes Pinson, 2,500 m. de la Briche; Stains, à 2,500 m. de la Double Couronne; Pont-Iblon, à 4,000 m. de la Courneuve. Les projectiles prussiens n'ont jamais dépassé une portée de 7,200 m. Toutes les batteries allemandes sont à 8,000 et à 9,000 m. des Tuileries et de Notre-Dame.

Un article qui a paru aujourd'hui dans *le Moniteur*, met en garde les lecteurs contre les récits inventés à plaisir par les feuilles à sensation, d'affaires militaires qui n'ont pas eu lieu. On creuse des tranchées, on apporte des canons en masse; voilà tout ce qui a eu lieu jusqu'aujourd'hui, sauf, bien-entendu, les rapports militaires officiels que je vous ai fait parvenir, soit par imprimé, soit *propria manu*.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

**Paris, 19 janvier, 2 h.**

Je ne trouve aujourd'hui dans les feuilles du matin aucun détail sur le mouvement commencé par le général Trochu. Ce mouvement a-t-il été suspendu? Le général a-t-il voulu se rendre compte par un grand déploiement de forces — on parle de 250,000 hommes environ — des troupes que l'ennemi pourrait masser de son côté? A-t-il voulu constater sa présence sur tous les points? (On a pu voir dans la matinée d'hier,

sur un mouvement simulé commandé par le général Trochu, de grandes masses prussiennes, prêtes à se porter sur les points menacés). Ou bien la presse a-t-elle le mot d'ordre pour se taire, afin d'éviter à la population une émotion inutile, ou, en cas d'insuccès, de lui épargner un désappointement? Quoiqu'il en soit, je ne puis rien vous dire de précis au sujet des opérations de guerre. D'ailleurs, ainsi que je vous l'ai écrit, quand une opération est commencée sous Paris, toutes les lettres sont arrêtées à l'Hôtel des Postes. Tout ce que je puis dire, c'est que la canonnade n'arrête pas, et que ses modulations diverses semblent indiquer l'engagement des pièces de campagne, en dehors des grosses pièces.

Le gouvernement de la défense a publié une proclamation faisant appel au patriotisme de la population pour supporter les plus dures épreuves, tandis que les hommes armés vont faire une guerre à mort à l'ennemi qui frappe sous les toits les femmes et les enfants.

Un *ordre* publié dans *l'Officiel* par le général Leflô dit : « qu'en l'absence du général Trochu (cela n'est-il pas significatif?) tous les chefs de corps de troupes de toutes armes, restés pour la défense de Paris, relèvent de son commandement. »

Un arrêté de M. Jules Ferry dit que les logements des absents seront visités ; on y prendra tous les comestibles ou liquides qui y ont été laissés ; le prix, fixé d'après expertise, en sera remboursé aux propriétaires.

Un autre arrêté dit : que tous les logements des absents sont mis à la disposition de la Mairie centrale. Les choses d'ailleurs se passent très-convenablement dans la pratique ; on met de côté tous les objets appartenant aux absents, on y appose les scellés ; après quoi les *bombardés* installent leurs meubles. P... D... G... et A..., de la garde nationale mobilisée, sont partis pour une destination inconnue.

*
* *

*(Par ballon monté.)*

Paris, 20 janvier.

J'aurai occasion de vous faire parvenir, lorsque le départ des ballons emportant nos lettres aura été autorisé, les pièces parues actuellement ou qui paraîtront d'ici-là, relatives à la grave affaire entamée hier sous Paris. Je vous envoie en attendant les impressions que j'ai recueillies tant au Trocadéro que dans les journaux de ce matin et de ce soir. Il est probable que mes lettres, bien que je les expédie au fur et à mesure des événements — si, comme je vous l'ai déjà écrit, les correspondances sont arrêtées à la poste pendant les opérations, — vous parviendront toutes ensemble, en supposant qu'elles vous parviennent. Je ne crois pas toutefois inutile de recueillir jour par jour les effets de toute nature produits sur la population parisienne par les opérations militaires et l'épui-

sement quotidien de nos moyens de résistance, épuisement contre lequel luttent d'ailleurs avec une grande énergie le gouvernement et toutes les classes de la société parisienne.

Dans la journée de mercredi, de grandes concentrations d'infanterie et d'artillerie dans la direction de Courbevoie avaient pu donner à penser à l'ennemi que c'était de ce côté que devait porter notre effort. Ces mouvements simulés avaient naturellement pour but de dérober l'objectif réel que s'était proposé le générrl Trochu. Jeudi matin, à sept heures, les feux électriques du Mont-Valérien donnèrent le signal de départ. Cent mille hommes environ étaient divisés en trois corps. Le général Ducrot partant de Saint-Denis devait agir sur la droite de Nanterre à la Malmaison; le général de Bellemare au centre, de la Malmaison à Garches ; le général Vinoy tenait la gauche, de Garches à Saint-Cloud. Ces trois corps d'armée étaient composés des trois éléments de l'armée de Paris : armée régulière, garde mobile, garde nationale mobilisée.

Autant que j'en puis juger quelques heures après le combat, l'on s'était proposé d'occuper l'immense plateau de la Bergerie, position culminante, à cheval sur toutes les routes qui convergent vers Versailles de Paris et de Saint-Germain. Il s'agissait d'occuper Rueil et d'arriver au plateau par la ferme de Fouilleuse, le parc de Buzenval, Montretout, la Jonchère, Garches. Le rendez-vous était donné aux trois corps d'armée sur le plateau. L'artillerie bat le parc de

Buzenval et Montretout, fortement retranchés; l'infanterie enlève toutes les positions à la baïonnette, sauf Garches que l'on canonne. A trois heures lecture est faite devant les mairies de Paris des résultats obtenus. A quatre heures, les Prussiens font un effort violent sur la Malmaison, qu'ils parviennent à occuper. A la nuit nous étions à Rueil; nos troupes campaient sous Buzenval en avant de la Fouilleuse.

Ce matin un ordre du jour du général Trochu indique qu'il a fait évacuer les positions, les Prussiens ayant fait avancer des masses énormes d'artillerie, soutenues par de fortes réserves d'infanterie. Il ajoute qu'un parlementaire a été envoyé au pont de Sèvres, pour demander un armistice destiné à l'enlèvement des morts et des blessés. Les voitures d'ambulance se dirigent en grande quantité dans la direction de la porte Maillot. Des pièces d'artillerie de toutes dimensions prennent le même chemin; les troupes sont maintenues sous la protection des forts, ce qui ferait supposer que la lutte recommencera. Les pertes ont été sensibles de notre côté; les Prussiens en auraient éprouvé aussi de cruelles, par l'effet des batteries de campagne, des fortes pièces installées aux secteurs, et par le feu du Mont-Valérien, qui dominait cette vaste scène et qui envoyait ses obus dans toutes les directions où il pouvait le faire sans tirer sur les nôtres. Je dois faire observer toutefois que tout naturellement nos troupes ont eu affaire à un ennemi retranché et embusqué partout.

Un certain nombre de prisonniers — des Polonais

surtout — ont été dirigés sur Paris. A l'heure qu'il est, je ne puis donner aucune évaluation même approximative des pertes françaises ; je citerai Seveste, de la Comédie-Française, qui a eu le genou traversé ; M. de Lesseps fils, blessé ; M. de Rochebrune, colonel d'un régiment de marche de la garde nationale mobilisée, tué.

Le bombardement de la rive gauche continue.

Un pigeon arrivé dans la journée de mercredi donne des détails sur les opérations des armées de province ; tout n'est pas à l'heure qu'il est, déchiffré ou tout au moins livré au public ; mais des communications faites par le gouvernement il résulte que Chanzy aurait subi un échec grave — des canons perdus et 10,000 prisonniers, — et se serait replié derrière la ligne de la Mayenne. Il croit avoir eu à faire à 180,000 hommes commandés par Frédéric-Charles et le grand-duc de Mecklembourg. Il affirme avoir fait subir aux Prussiens des pertes sérieuses. On nous annonce quelques succès du côté de l'Est et du côté du Nord.

Ce soir *la Presse* dit qu'à la suite d'un conseil tenu par les maires de Paris sous la présidence de M. Jules Favre, des résolutions graves ont été prises intéressant la population parisienne.

—

(*Par ballon monté.*)

Paris, 21 janvier.

*L'Officiel* de ce matin contient un rapport général sur l'engagement du 19 janvier. Ce rapport est assez conforme au compte-rendu approximatif que je vous ai adressé dans ma lettre d'hier ; il cite un certain nombre de positions détaillées dont je ne vous ai pas parlé, mais dont l'intérêt est dominé par des positions plus importantes.

Voici à cette heure comment se peut résumer la journée du 19 janvier 1871. Ducrot (aile droite), a subi un retard de deux heures, ayant eu à lutter contre une vive fusillade sur la route de Longboyau, et à faire taire une batterie prussienne postée à Carrières-Saint-Denis, et prenant la route en écharpe. Malgré ce retard, il a enlevé assez vivement la Jonchère et la Malmaison. Le centre (Bellemare), et la gauche (Vinoy), ont enlevé la position de Montretout et attaqué les hauteurs de Garches. A 4 heures, le but de notre offensive se dessinait nettement ; les 3 corps d'armée convergeaient sur la Bergerie, objectif définitif ; on arrive par un vigoureux élan à la crête de la Bergerie ; mais à ce moment un déploiement énorme d'infanterie prussienne rejette de la Malmaison la garde nationale qui gardait ce poste. Une canonnade épouvantable part du plateau de Garches ; des batteries à triple étage installées sur la Berge-

rie, nous foudroient. On abandonne à la hâte ces positions ; la nuit arrivée, l'artillerie prussienne redouble ses feux; des masses d'infanterie arrivent du Sud. Le général Trochu ordonne l'évacuation des positions; la garde mobilisée rentre dans Paris et l'armée dans ses cantonnements.

Je vous enverrai, du reste, le rapport militaire complet sitôt qu'il aura paru. En somme, c'est un échec, le général Trochu le reconnait, les journaux sont obligés de l'avouer; ils attribuent l'échec au brouillard, à la mauvaise direction, au retard subi par Ducrot, à la supériorité numérique de l'artillerie ennemie; pas un n'a le courage de mettre tout cela, non sur le compte de Trochu qui, étant donnés les moyens dont il dispose, fait pour le mieux, mais de la supériorité militaire des Prussiens, de leurs ouvrages, de leur direction, de leur méthode, de leur discipline : cela ne ferait pas l'affaire de l'orgueil national. Mourons et avec nous les enfants et les vieillards, par le bombardement et les privations; c'est beau, mais c'est triste ! Nous sommes tellement rationnés que je m'attends au rationnement de l'air dans un bref délai. *L'Électeur libre* parle de huit mille tués ou blessés français.

—

*(Par ballon monté.)*

Paris, le 28 janvier.

Hier au soir une grande animation qui touchait au désordre régnait sur les boulevards. Quelques orateurs en plein vent se faisaient remarquer par l'exagération de leurs discours. Il est bon de noter que ces braillards ne portent même pas l'uniforme de la garde nationale ; maintenant que la capitulation — ou, si vous aimez mieux, l'armistice — est chose faite, ils s'écrient qu'il faut sortir, qu'on est vendu, qu'il faut *faire une trouée!* Quand ces énergumènes trouvent à qui parler et sont réduits au silence, ils font une trouée... dans la foule.

Un article virulent de Charles Hugo dans *le Rappel* dit que ce qui a capitulé hier, c'est le reste du régime impérial avec toute sa routine et tous ses compromis; une aurore nouvelle se lève pour la France sous l'influence de la république, qui sera le régime, non de la *Terreur*, mais de la *Vengeance*.

Aujourd'hui, au matin, on affiche et *l'Officiel* reproduit un avis du gouvernement de la défense signé : Général Trochu, J. Favre, etc., etc., donnant les détails promis hier par le gouvernement sur les conditions de l'armistice et les circonstances qui ont forcé le gouvernement à le conclure.

Avant-hier dans la journée, le général Trochu et le général Le Flô auraient réuni au ministère de la guerre les généraux et les états-majors des armées

sous Paris, et là le général Trochu leur aurait annoncé qu'en qualité de président de la défense nationale, non de gouverneur de Paris — il n'a plus cette qualité — il leur faisait part de l'armistice — non de la capitulation. Le général avait la certitude qu'à cette heure le général Bourbaki était très-menacé, que ce fait, concordant avec la retraite de Chanzy et les revers de l'armée du Nord, auxquels venait s'ajouter le manque très-prochain de toutes ressources alimentaires, l'avait déterminé à conclure l'armistice. On avait espéré, a dit le général Trochu, et on avait tout fait pour obtenir un résultat meilleur, mais la présence à Paris d'une immense quantité de femmes, d'enfants, de vieillards avait nui à la défense et accéléré le dénouement.

Hier, une députation de 150 officiers de la garde nationale s'est présentée à l'Elysée et a été reçue par le général Clément Thomas ; ces officiers venaient protester contre l'armistice et demander la lutte à outrance. Le général a dit qu'en raison de l'éloignement des armées de secours, les chances d'une trouée étaient devenues illusoires ; que la tentative du 19 avait été faite sous la pression de l'opinion et n'avait abouti qu'à une inutile effusion de sang ; qu'à cette heure le calme et la résignation étaient commandés par les événements.

A peu près au même instant, une autre députation d'officiers de la garde nationale, composée de 550 officiers environ, s'est présentée à l'Hôtel-de-Ville et a été reçue par M. E. Picard. Le membre du gouver-

nement de la défense a dit à ces messieurs que chaque minute de retard coûtait la vie à des milliers d'innocentes victimes; que partout une sorte de fatalité avait paralysé nos moyens de défense; qu'en ce moment le devoir de la garde nationale était de maintenir l'ordre à Paris, si l'on ne voulait pas voir « la police de la ville faite par des caporaux prussiens ». Après cette petite manifestation, qui fait honneur au patriotisme de la garde nationale, les pantalons à bandes rouges se sont retirés, consentant enfin à ne pas se faire tuer. On a de la peine à persuader à ces nouveaux grognards que leur militarisme de date récente, si appuyé qu'il soit par le courage, ne peut guère prévaloir contre l'organisation, le nombre et l'armement de l'armée allemande, résultats de cinquante ans d'efforts, armée d'ailleurs tout aussi courageuse que la garde nationale de Paris.

Un conflit fâcheux paraît s'être élevé de nouveau et avoir suscité de sérieuses difficultés entre les deux états-majors; il s'agit du général Ducrot. M. de Moltke réclamerait ce général comme son prisonnier de droit. Vous vous rappelez que le général Trochu a, dès le début, protesté par lettre en faveur de l'honneur militaire du général Ducrot, et s'en est porté garant. Il est inutile, je pense, de revenir sur les phases de cet incident qui sont sans doute présentes à votre mémoire. Toujours est-il que — s'il faut en croire certaines feuilles — on aurait voulu faire partir le général Ducrot en ballon pour le soustraire aux réclamations prussiennes. Mais le général aurait refusé cette voie,

et se tiendrait à la disposition de l'ennemi pour ne pas contrarier par sa personnalité les négociations de paix.

*La Gazette de France, les Débats, la Patrie et le Constitutionnel* se tiennent sur une expectative prudente. Ces feuilles sont d'accord pour blâmer ce qui a été fait, mais hésitent à aborder la question de l'avenir. En général, tous les journaux reconnaissent l'inutilité de la lutte, les uns disant, comme *la Patrie*, que si au mois d'octobre on s'était décidé à convoquer l'Assemblée, bien des maux et bien des deuils eussent été évités, les autres faisant observer que ces deuils ont du moins produit ce résutat de nous mériter le respect de nos ennemis et de l'Europe. Quant aux feuilles à sensation, elles se drapent dans leur malheur et disent que Paris sombre comme le vaisseau *le Vengeur*.

Puisque je vous parle des feuilles parisiennes, je vous signalerai un très-remarquable et très-mordant article de Francisque Sarcey sur la fâcheuse influence que « la soupe » a exercée sur nos troupes pendant cette longue campagne. Cette soupe était une manie, une tradition, une routine dans l'armée française. Pas de soupe, pas de soldats ! Aussi les Allemands, qui n'ignoraient aucun des petits comme des grands côtés faibles de notre défense, ont-ils très-souvent choisi pour une attaque heureuse le moment où la marmite bouillait sur le feu. — Avis aux réorganisateurs de l'avenir !

—

Paris, ce 29 janvier 1871.

Permettez-moi à propos des tragiques événements qui viennent de se passer, de vous rappeler et de leur appliquer le mot de Montaigne : *A quoi bon ? Pourquoi pas ?*

A quoi bon? C'est-à-dire pourquoi après Sedan poursuivre une œuvre irréalisable, l'œuvre de la défense du pays, au prix d'hécatombes humaines et de la ruine de la patrie? — Mais la France se levait. — Eh bien! la France s'est levée, et si on doit lui tenir compte du courage déployé, d'autre part, n'a-t-elle pas par le fait montré son impuissance? Ses ennemis ne peuvent-ils pas crier : « C'était un fantôme dont on nous faisait peur, nous l'avons frappé de notre épée et soudain il s'est évanoui ».

A quoi bon? C'est-à-dire, les Allemands ont vu l'océan Français, ils ont fait trembler le Hâvre ; ils parlaient de se fixer à Cherbourg. Ils se sont engraissés sur la Normandie, la Picardie, la Beauce, le Nivernais, le Dijonnais, nos greniers d'abondance. Nos hôpitaux regorgent de blessés et le nombre des veuves et des orphelins a doublé. Enfin, nous voyons s'accroître les prétentions d'un vainqueur qui se sent bien et définitivement le maître. A quoi bon?

Pourquoi pas? C'est-à-dire, tout hormis la honte de rester sur Sedan; souffrir et se battre jusqu'au plus complet écrasement; si la France doit crouler, au moins que ce soit sur une terre humide du sang de ses vainqueurs, au milieu du fracas des armes, des

hurlements des blessés, des détonations de l'obus ; pas de compromis avec l'honneur ; pas de ficelles diplomatiques ; pas d'hommes à lunettes et à portefeuille, mais des généraux qui, couverts de sang et de la poussière du dernier combat viendront dire : « Nous » nous sommes bien battus ; vous êtes les plus forts, » maintenant que nous ne pouvons plus défendre la » France, la voici ! »

Ce *pourquoi pas* est grandiose, mais si vous admettez ce magnifique langage, Paris rendu, il fallait continuer la lutte. Ne reste-il pas Lille, Douai, Arras, les ports de mer, tout le Midi ? Paris n'est pas la France. Désarmés à Sedan, vous avez voulu la guerre à outrance. L'ayant voulu alors, pourquoi vous arrêter aujourd'hui ?

N'y a-t-il pas là une contradiction ?

*
* *

Paris, ce 30 j nvier 1871.

ALLOPATHIE ET HOMÉOPATHIE.

En ce temps-là, la France était bien malade par vice de sang et âcreté dans les humeurs ; son beau corps s'était couvert de nombreuses taches et de boutons du caractère le plus malin.

J'entends par taches et boutons d'innombrables bataillons guerroyant, réquisitionnant, ruinant et saccageant, les longues files de cavaliers battant le

pays, piétinant les vignes et les moissons, les canons et mitrailleuses faisant pleuvoir le feu sur les villes et les villages.

Ah! comme il était loin le temps des rigolades et des mascarades, des Musard et des Thérésa, des galantes promenades autour du lac, de *l'Œil crevé* et des *Benoitonneries*, des bals commencés au milieu de la nuit, à peine finis au matin.

Hélas ! C'est de tous ces plaisirs que se meurt celle qui fut autrefois si belle guerrière; maintenant sa tête endolorie a rejeté le poids du casque, et c'est à peine s'il lui reste la force de tendre aux hommes de l'art son bras allangui.

A son chevet fut appelé un docteur en grand renom pour l'austérité de son caractère, la pureté de ses mœurs et surtout pour un ouvrage prisé par les hommes compétents, dans lequel il avait prédit la maladie qui exerçait actuellement ses ravages.

Ayant diagnostiqué les progrès du mal, le docteur commanda des globules et un régime sévère — c'était un homéopathe.

J'entends par régime la fermeture des théâtres, des bals et des concerts, la suppression du gaz qui infecte l'air et trouble la vue ; point de grosses viandes, ni gibiers, ni poissons de mer, mais parfois un bouillon de cheval, d'âne ou de mulet, quelques légumes secs, quelques riz, tapiocas et autres pâtes alimentaires. J'entends par globules petites circulaires imprimées à *l'Officiel* ou affichées sur les murs, de nature à soutenir le moral de la malade sans tou-

tefois la surexciter, petits rapports militaires annonçant qu'une reconnaissance heureuse a été effectuée dans telle direction, et que tel corps de francs-tireurs a rapporté des casques à cuir bouilli et quelques sacs de fécule.

Un instant calmée par ce régime, la malade vit bientôt son mal empirer et il fallut songer à une médicamentation plus énergique.

En ce moment florissait dans la contrée un fameux médecin, que l'énergie de sa parole et la vigueur de son tempérament avaient rendu populaire. Quoiqu'il fût né dans le Midi, on disait qu'il descendait — par les ordonnances — du docteur Sangrado, de terrible mémoire. C'était un praticien de l'école allopathique —qui se flattait de ne connaître ni biais, ni tempérament, mais de saisir le mal dans une étreinte sauvage et de lutter ainsi avec lui à outrance jusqu'à la guérison — ou la mort. Il ne se gênait pas pour blâmer le régime affadissant auquel on soumettait la malade et, si on le laissait faire, répondait de la guérison.

Le cas paraissait désespéré, on tenta l'essai.

Sitôt introduit, notre allopathe commanda l'eau chaude et les saignées.

J'entends par eau chaude des torrents d'éloquence lancés du balcon des Hôtels de Ville et des Hôtels de la Préfecture sur la foule qui se presse et tressaille sous l'action d'une voix puissante et enflammée. J'entends par saignées, quand on fait écraser et mitrailler, par des soldats instruits et disciplinés, des citadins et campagnards armés à la hâte et désorganisés.

L'élève de Sangrado saigna si à blanc la pauvre France qu'elle jeta un cri et tomba en faiblesse.

A ce cri répondirent de tous côtés de longs gémissements ; les yeux se mouillèrent de larmes, les vêtements se couvrirent de deuil, les routes et les rues furent encombrées de cercueils.

Ah ! malheureuse France, ainsi saignée par le cruel docteur, qui peut maintenant essayer de te sauver ?

—

A l'heure où je vous écris on a transporté la malade à Bordeaux ; on réunit en hâte les plus fameux praticiens du pays. Immense consultation ! Que va-t-il en sortir ? La mort ? ou la vie ?

*
* *

Versailles, 13 février.

Je suis parti pour Versailles hier, dimanche, muni d'un laissez-passer qui m'a été très-facilement délivré par mon commissaire de police. Le train partait à 1 heure, et l'on nous promettait d'être rendus à 2 heures 5. L'air était vif, mais avec quelques rayons de soleil l'impériale était supportable; de cette situation on avait pleine vue sur ces jolis environs que la guerre a en partie rendus méconnaissables. Au pont d'Asnières un temps d'arrêt : je parle du pont du chemin de fer rétabli, car, bien entendu, l'autre

n'existe plus. Là est sans doute la ligne tracée de ce côté par l'armistice, car un fort cordon de casques pointus (garde royale) stationne de chaque côté de la voie ; au-dessous du pont, sur la rive, manœuvre un petit détachement dont nous sommes forcés d'admirer la précision et la régularité des mouvements.

Un groupe assez nombreux d'Allemands stationne sans armes dans la cour d'un restaurant près du pont : tenue correcte, grave, silencieuse. Chacun de nous prépare son sauf-conduit, mais il paraît que ce n'est pas encore le moment, car le train repart, se croisant avec un régiment de bœufs destinés au ravitaillement. On jette un coup d'œil attendri sur ces bêtes à cornes, dont les têtes s'épanouissent aux portières des wagons. Un voyageur fait à cet endroit le récit d'un incident assez rare qui s'est passé sous ses yeux à la Varenne Saint-Maur. Un de ses amis, propriétaire de l'endroit, réfugié à Paris, s'élance, sitôt l'armistice, hors des murs pour faire visite à son immeuble, construction assez médiocre à deux étages. Arrivé sur place, il se frotte les yeux : son immeuble a disparu ! Devant ses regards ébahis se dresse une fort jolie maisonnette à trois étages avec belvédère. Il y pénètre ; les chambres sont tapissées partout : l'endroit avait plu à un officier supérieur prussien, qui avait exhaussé la construction et y avait opéré une assez confortable installation ! Vous jugez de la satisfaction éprouvée par notre homme.

Mais nous voici à Suresnes. Le drapeau blanc et noir de Prusse flotte sur la citadelle du Mont-Valérien.

Pendant près de cinq longs mois, l'immense forteresse a tenu à distance les assiégeants, et quand le pain a manqué à la ville, le brave général Noël a dû rendre la place sous les ruines de laquelle il avait espéré, dit-on, s'ensevelir. A partir de Suresnes, l'image de la guerre commence à se présenter d'une manière saisissante. De chaque côté de la voie gisent épars des chaises, des fauteuils, des sommiers, des portes, des débris de lits.

A Saint-Cloud, sur lequel les deux belligérants se sont acharnés, la dévastation est à son comble ; partout des démolitions, des maisons brûlées aux trois quarts ; les arbres sont déracinés ; des collines entières sont couvertes de tessons et de débris de bouteilles ; les fils télégraphiques sont rompus ; en bas on aperçoit des bois entiers coupés au ras du sol, des terrassements, des barricades ; nous cherchons à distinguer les ruines du château de Saint-Cloud, mais de l'endroit où nous sommes elles ne sont pas visibles. Enfin, on entre en gare. Là, un temps d'arrêt assez long : on procède à l'examen des laissez-passer. Sur les appelés, il y a un assez grand nombre d'élus : je suis du nombre. En descendant de la gare, la première personne contre laquelle je me heurte est le receveur municipal d'Argenteuil, où j'ai longtemps habité. Après avoir mis les fonds municipaux en sûreté, le receveur avait laissé sa caisse ouverte et s'était dirigé en hâte du côté de Chartres. Les hasards de ses pérégrinations l'ont amené plus tard au Mans, où il a assisté à plusieurs engagements. Ses impressions sur

l'armée de la Loire ne sont pas conformes aux récits que l'on en faisait quotidiennement à Paris. Il y avait certes une partie solide, mais les mobiles et les mobilisés ne lui paraissaient guère capables de lutter longtemps contre de véritables troupes. Il se trouvait dans une ferme de la Beauce quand les Prussiens y sont arrivés ; ils ont réquisitionné modérément, dans l'endroit du moins où il était.

Me permettez-vous de vous dire que dans un restaurant de la rue de la Paroisse, on nous a servi le soir un gigot de mouton aux haricots, plat qui m'a paru exquis? Il y avait quelques vingt semaines que je ne m'étais trouvé à pareille fête. Je me hâte de m'enquérir d'une chambre. On m'offre un lit dans une « salle de noces et festins, » en me faisant observer que je n'y serai pas seul. Mes voisins m'engagent vivement à accepter. Tous les hôtels sont combles; bien heureux quand on trouve un lit. La soirée que j'ai passée chez d'anciens amis, des Versaillais pur sang, m'a laissé les impressions suivantes : réquisitions en argent très-fortes à Versailles; mais bonne tenue chez les officiers et les soldats allemands. Les rues en sont et en ont été constamment pavées depuis l'investissement de Paris, mais aucun désordre ne s'est produit. La plus scrupuleuse réserve vis-à-vis de la partie féminine de la population. Malgré ces bonnes notes, dont j'ai pu contrôler la véracité dans deux ou trois endroits, les Versaillais, qui ont tous à loger et à nourrir en partie nombre de Prussiens, soupirent énergiquement après leur départ.

Étonnement profond causé par la longue résistance de Paris. La panique qui s'est emparée de l'état-major allemand le jour de la poussée du général Ducrot sur la Malmaison, est chose parfaitement exacte.

Dans une notable partie des salons de Versailles, on fait des vœux pour que la famille d'Orléans soit représentée à l'Assemblée et qu'elle prenne part aux affaires, quelle que soit d'ailleurs la forme de gouvernement adoptée par la nation. Le commerce en général et en particulier les restaurants, cafés et hôtels, ont fait des affaires d'or. Les souffrances de Paris ont rejailli en pluie d'argent sur sa sérieuse et majestueuse voisine. Un avoué qui se trouvait à Alençon quand les Allemands y sont entrés, nous donnait des détails assez curieux sur les événements qui s'y sont produits. Le général, qui avait à ses ordres peu de troupes régulières, beaucoup de mobiles et mobilisés et très-peu d'artillerie, avait déclaré que l'on ne pouvait défendre la ville. Le préfet, M. Antonin Dubost, secrétaire de la préfecture de police de Paris , quand M. de Kératry en était le préfet, voulut défendre la ville quand même ; il ordonna de miner le pont jeté sur l'Orne et qui réunit les deux parties d'Alençon ; on aurait sacrifié l'une et défendu l'autre. Le général menaça de faire saisir les ouvriers mineurs ; de là conflit. L'autorité militaire l'emporta. On évacua la ville, mais non sans que le préfet eût essayé de se défendre avec des francs-tireurs et un certain nombre d'hommes armés à la hâte. A la suite de ce combat,

on avait fait courir le bruit de la mort de M. Dubost. Il se porte très-bien, paraît-il, quoique s'étant bien battu. Une anecdote qui a jeté quelque gaîté chez les auditeurs, c'est l'histoire de toute la population d'Essaie (Orne) se levant la nuit en armes sur le bruit, apporté par un alarmiste, qu'il avait vu quelque chose remuer dans un fourré voisin. La garde nationale se met en ligne, arme ses pistons. On arrive devant le fourré ; quelque chose en effet remue ; sur le commandement énergique de : *Joue! feu!* cinquante pistons font une décharge et exterminent, non pas des Prussiens, mais tout bonnement un malheureux baudet. Le bruit de cet exploit s'est répandu dans la province, et voila une commune bien notée pour son patriotisme.

Quand je rentre le soir à l'hôtel, mon camarade de chambrée anonyme ronfle solidement. Après une assez mauvaise nuit, je suis à moitié éveillé par le son argentin produit par des pièces de cent sous frottées les unes contre les autres. C'était ledit camarade qui vérifiait probablement si je n'avais pas touché à sa bourse pendant la nuit. Satisfait de trouver son compte, il daigna me donner en se levant quelques explications sur sa personnalité. Il est garçon épicier; son âge est dix-neuf ans ; il était à Paris pendant le siége. Ah ! son patron parisien a gagné un beau denier ! Avant l'investissement il avait empli son magasin dans des conditions de prix à peu près ordinaires ; vers la fin du siége, il vendait le prix qu'il voulait. Quels beaux coups sur la bougie, le sucre et

les biscuits ! Maintenant lui, garçon épicier, se rend chez des parents du côté de Chartres. A peine est-il parti qu'une réflexion sinistre me passe par la tête. Si c'était mon argent et non le sien que ce garçon comptait avec tant de soin ! Je vérifie mon pécule en toute hâte. Il est au grand complet. Je respire.

Ma matinée a été consacrée à la visite du Parc ; il tombait une petite pluie fine qui faisait verdir un peu les feuilles roussies des ifs. Des landwehriens de la garde sont en faction près du bassin de Neptune. Teint fleuri, œil clair, belle santé. Décidément le voyage en France réussit à ces gaillards-là. Après une poussée vers la belle nappe d'eau du canal, je remonte vers le château, jetant un coup d'œil sur les belles filles de marbre (rien de Théodore Barrière) qui étalent voluptueusement leurs charmes sous les fenêtres du grand roi. Quelques-unes portent des inscriptions allemandes qui contrastent avec la réputation de réserve des Allemands. Une statue qui fait face à l'aile gauche du palais, m'a causé des émotions d'un tout autre ordre. Sur un socle de marbre en longueur, une belle et noble femme est étendue, enveloppée dans des draperies, les pieds chaussés de sandales, la tête appuyée sur ses deux mains, qu'elle a croisées dans une attitude de sommeil. Une teinte de mousse a verdi légèrement son visage de marbre ; mais sur son sein cette teinte verte est devenue rousse, rouge par endroits. On dirait une femme qui a été frappée et qui est morte au moment où elle dormait d'un sommeil léthargique. J'ai pensé à la France !

Je rencontre dans plusieurs feuilles parisiennes la reproduction des lignes consacrées à M. Gambetta, dans lequel votre journal compare l'œuvre de l'ardent tribun à celui d'Erostrate. Ce successeur de Danton, qui n'a pas pu ou voulu croire que le mot : *De l'audace ! et toujours de l'audace !* n'est plus de mise aujourd'hui, ce Carnot qui n'a pas organisé la victoire commence à être jugé très-sévèrement, même à Paris, où il a été longtemps *l'homme révélé par les événements*. Quant à Versailles, ainsi que vous devez le penser, son nom n'y est pas en odeur de sainteté.

Aucun dégât n'a été commis au Musée ; le château est occupé par les ambulances.

∴

Paris, 17 février.

On pourrait comparer Paris à un malade qui entre en convalescence ; le médecin a autorisé deux portions (style d'hôpital) ; les traits sont encore amaigris, mais le mal est parti et on peut voir que le moment de l'entière guérison approche. On le comparerait aussi à un prisonnier à qui on a enfin annoncé le jour de sa délivrance. Le cercle des mesures rigoureuses dont il était l'objet tend à s'élargir. On lui permet de voir ses amis. Le directeur de la prison lui avait d'abord défendu de recevoir ou d'envoyer des lettres cachetées, afin de s'assurer si l'effet du régime et de l'incarcération était suffisamment produit ; mainte-

nant on lui permet de fermer ses lettres. Le moment ne tardera pas où il recouvrera sa pleine liberté.

Malgré cette amélioration dans sa position, la ville est encore lugubre ; les fiacres sont toujours rares ; les omnibus reprennent un peu, mais leur service s'arrête toujours à dix heures. Pas encore de gaz. Les trottoirs des grandes voies haussmaniennes sont encombrés de mobiles et de lignards à qui l'on distribue des rations de viande, de vin et de cognac. Les rues sont bigarrées d'uniformes ; ces malheureux soldats errent les bras ballants, oisifs, pleins d'ennui, attendant le moment qui les arrachera à cette vie inutile, inoccupée ; le temps leur paraît long.

Le commerce des vivres envahit les trottoirs : on y vend des légumes, des harengs, des fromages, des poulets, des lapins, des œufs. Le ravitaillement marche rapidement, et cependant les prix sont toujours élevés. Cette expression populacière « *au prix où est le beurre* » est encore vraie à l'heure qu'il est. Le beau beurre coûte à Paris de 5 à 6 fr. ; à Versailles, il se vendait 2 fr. 75 il y a trois jours.

Il se fait une grande consommation de harengs saurs ; en rue ils coûtent de 15 à 20 centimes ; au restaurant, 60 et 75 centimes. Un joli bénéfice ! En général d'ailleurs dans les restaurants la vie est assez chère, mais après les mois de décembre et janvier, il semble qu'on mange pour rien.

Ce soir, au passage de l'Opéra, je suis entré dans un magasin, attiré par d'assez beaux fruits. Thimothée Trim (Léo Lespès) y achetait des oranges et

des poires, et Mme de B..., l'élégante cantinière des *Amis de la France*, marchandait des noix. Le propriétaire dudit magasin, avant la guerre, était costumier ; pendant le siége, négociant en équipements militaires ; aujourd'hui, il vend des fruits et des verreries de Bohême.

J'ignore si vous avez reçu une lettre que je vous ai adressée de Versailles ; je constatais dans cette lettre la parfaite tenue des Allemands dans cette ville ; depuis et avant de quitter Versailles il m'a été communiqué certains détails de pillages de maisons, surtout au début, *dont les propriétaires étaient présents* ; ceci à titre exceptionnel sans doute ; mais il convient de tenir compte de ces faits pour rester dans la vérité. D'ailleurs, le maire de Versailles, M. Rameau, qui a mérité d'être envoyé à la Chambre par le département de Seine-et-Oise, a dressé procès-verbal de toutes les plaintes qui lui ont été adressées.

Un fait certain, c'est que depuis l'armistice, les Prussiens, comprenant que la fin est proche, ne se gênent plus du tout. A. D., que vous connaissez, en allant à Aulnay se rendre compte de l'état de sa maison, a rencontré des convois de meubles qui paraissaient filer vers la voie ferrée d'abord, vers l'Allemagne ensuite.

Une dame de Sèvres me racontait que les Prussiens découpaient ses tapisseries pour s'en faire des pantoufles. Un officier prussien avait envoyé des fleurs extraites d'une serre de Sèvres à une dame de Berlin (affaire de cœur sans doute) ; son amie lui répondit à

peu près en ces termes : « Vos fleurs sont très-jolies, j'en aurai grand soin ; elles m'ont fait d'autant plus de plaisir qu'elles ont été cueillies dans la propriété de Mme de C., que je connais beaucoup et que je ne manquais jamais d'aller voir quand je descendais à Paris. » Est-ce assez joli, vrai ou pas vrai ?

La grande préoccupation d'aujourd'hui, à Paris comme ailleurs, c'est de savoir ce qui se passe à Bordeaux. On compte beaucoup sur M. Thiers. J'ai entendu cependant hier dans un salon une sortie plus originale que goûtée par l'auditoire contre l'illustre vieillard.

L'auteur de cette philippique se montrait d'abord sévère sur les services rendus par M. Thiers à la monarchie de juillet ; il lui reprochait même de l'avoir en partie *coulée.* Les fortifications de Paris ont offert à la France l'occasion d'une défense stérile, sanglante et ruineuse. Quant à *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, elle a exalté au plus haut point la vanité militaire française, blessé l'amour-propre des puissances militaires européennes et placé Napoléon Ier sur un piédestal beaucoup trop élevé. La tentative de M. Thiers en septembre près des puissances était et devait rester inutile, et ainsi de suite. Je vous livre ces appréciations pour ce qu'elles valent.

A Paris, on croit à la république, à une république modérée ; on est exaspéré contre les Pyat et les Millière ; la grande majorité paraît décidée, après la triste paix extérieure, à obtenir à tout prix la paix intérieure. Un immense besoin de se soigner, de réparer et

de travailler contribuera sans doute à la tranquillité dans nos rues. On a hâte d'avoir les conditions de la Prusse, pour que le sacrifice soit signé et qu'on puisse enfin vivre chez soi, au milieu des siens. *Après la pluie vient le beau temps*, dit le proverbe, mais c'était un orage, et que de ruines cet orage a causées !

---

# ÉPILOGUE

Ici s'est arrêté mon travail; — le rétablissement, si imparfait qu'il fût, des communications entre la France et la Belgique, enlevait à mes correspondances la plus grande partie de leur intérêt. Je me trouvais encore à Paris au moment du dernier épisode de cette lutte sanglante : l'entrée des Prussiens à Paris. Personnellement j'attachais peu d'importance à cette entrée qui me paraissait affaire de pure forme; pour moi l'heure accablante, c'était l'heure de la reddition, l'heure où les braves marins durent livrer leurs forts et leurs arsenaux et où les bouches à feu prussiennes braquées sur la ville du haut du Mont-Valérien la menacèrent — si elle osait bouger — d'un déluge de feu et de mitraille. Qu'importait donc, après ce naufrage de nos armes, que le vainqueur occupât telle ou telle

ligne ou qu'il exhibât quelques casques ou quelques bérets sur telle place ou dans telle rue de la cité?

Tel était aussi très-probablement l'avis de l'empereur Guillaume et de son état-major. Mais d'une part l'entrée à Paris était une satisfaction promise aux soldats allemands; d'autre part si cette entrée n'avait pas été effectuée, il n'aurait pas manqué dans la presse et dans les clubs en plein vent du boulevard, de vantards pour s'écrier : « Ah! ils ont bien fait de ne pas entrer à Paris! Ils savaient bien ce qui les attendait! Est-ce qu'on entre à Paris? » On devait couper court à ce malentendu qui ne pouvait être que dangereux, et il faut avouer que l'entrée des Allemands a été faite avec modération, c'est-à-dire en silence, en petit nombre, dans un quartier où ne pouvait naître aucun conflit qui forçât les vainqueurs à user de la terrible épée de Damoclès suspendue sur la tête de la capitale.

Admirons les qualités de nos ennemis, plutôt que de crier à la trahison et de nous répandre en plaintes et en bravades stériles; étudions les supériorités par lesquelles ils nous ont vaincus et tâchons de nous élever à leur niveau.

Quel Français manquera assez d'intelligence et de bonne foi pour ne pas reconnaître l'immense travail militaire accompli par la Prusse depuis 1812? Si les lumineux rapports du colonel Stoffel ne laissent aucun doute à cet égard, théoriquement parlant, dans la cam-

pagne de France, pour ne pas parler de Sadowa, chaque pas fait par les armées allemandes en est la démonstration pratique et vivante. Quelle discipline! quelle perfection dans les différents services de l'intendance, dans l'organisation des ambulances et du corps médical! Quelle rapidité dans les marches! Comme au premier signal toutes ces masses s'avancent, évoluent, se retournent, convergent sur un point donné pour s'éparpiller de nouveau, suivant que l'a décidé le chef intelligent qui commande le corps où la division, commandé lui-même par de Moltke qui dirige les pièces du vaste échiquier! Quelles minuties dans l'art de s'éclairer, de se garder, de cacher ses feux, de s'avertir, de manger à la hâte, de profiter des bois pour se mettre à couvert, du moindre pli de terrain pour se fortifier! Quel secret gardé sur les plans, sur le nombre et la direction des troupes! Quelle leçon de discrétion donnée à la presse et aux états-majors français! Après les victoires ou les redditions de places, avec quel ordre et quel ensemble se sont faits les occupations, le transport des prisonniers, sans que le mouvement en avant souffrît aucun retard! Quelle habileté dans la distribution des forces, les nouveaux arrivés se reposant et prenant de l'assiette autour des places assiégées, tandis que les soldats ainsi remplacés se mettent en marche pour la lutte en rase campagne!

Ah! pour panser les cruelles blessures faites à notre

gloire et pour prévenir le retour de tels désastres, reportons-nous à la glorieuse époque des Bonaparte, des Masséna, des Kléber, des Ney, des Lannes, des Davoust. Nous verrons là ce que nous avons été et ce que nous devons chercher à être encore. Tels nous étions alors, tels les Allemands sont parvenus à être. En face des Prussiens, dans l'immortelle journée d'Auerstadt, est-il une qualité militaire qui fit défaut aux héroïques divisions Friant, Morand et Gudin, quand pendant de longues heures 70,000 Prussiens se ruèrent sur elles, en partie menés par le vieux Blücher, l'enragé de Ligny et de Waterloo? La discipline de nos soldats, leur sang-froid, leur élan, leur confiance aveugle dans leur chef opposèrent un mur invincible aux charges réitérées d'un ennemi trois fois supérieur en nombre, déterminèrent sa retraite et décidèrent du sort de la campagne. Fut-il jamais au monde plus belle, plus complète, plus parfaite armée que celle préparée à Napoléon par Davoust, dans les cantonnements d'Allemagne, avant nos désastres en Russie?

Retrempons-nous dans ces souvenirs d'un temps qui n'est pas encore bien loin.

De même que les plus vils insectes rongent les plus beaux fruits et les plus belles fleurs, de même que les plus cruelles maladies s'attaquent au plus beau sang et aux plus riches organisations, ainsi, aux différentes époques de son histoire, les plus grandes calamités

sont venues fondre sur la belle France. Elle s'est vue plusieurs fois occupée, pillée, morcelée. Qu'est-ce que les flèches des archers anglais à Crécy, sinon les obus de l'époque, contre lesquels se brisèrent la fougue et l'indiscipline françaises? Et cependant, plus tard, nous eûmes Turenne et Condé, plus tard encore, blessés à Rocroy, nos étendards se relevèrent dans une période héroïque légendaire, où ils cueillirent dans le monde entier une moisson de lauriers telle qu'aucune nation ne put jamais en produire une pareille, dans un si court espace de temps.

Si la France, autrefois démembrée et mourante, a pu réunir ses tronçons épars pour arriver à sa magnifique unité, y a-t-il folie à espérer qu'elle étouffera toutes ces voix perfides qui sifflent la discorde au milieu des malheurs publics, et qu'elle repoussera tous ces germes de mort pour s'élancer de nouveau vers la vie qui peut encore lui être si belle?

Alors seulement, avertie par la plus cruelle des leçons, régénérée par la douleur et de longues années de travail, moins présomptueuse et plus forte, moins enviée et plus méritante, moins riche, mais plus saine, elle pourra raisonnablement espérer de recouvrer la position qu'elle a perdue et tenter une revanche, ce qu'il ne faut pas souhaiter, grands Dieux!

---

CORRESPONDANCES

ADRESSÉES

JOUR PAR JOUR

de Paris à Bruxelles pendant le Siége

# PAR BALLON MONTÉ

ET INSÉRÉES

AU FUR ET A MESURE

DANS UN GRAND JOURNAL

DE CETTE VILLE.




LIBRARY OF CONGRESS
0 019 626 744 A